

Le président de la République préside une cérémonie à l'occasion de la Journée mondiale de la liberté de la presse



P.03

SEYBOUSE

Quotidien indépendant d'informations générales times

N°3780 Samedi 04 Mai 2024 - Prix: 20 DA - www.seybouseimes.dz

La BDL entend lancer le E-paiement à l'échelle internationale

P.05

Augmentation des retraites : Le Président Tebboune annonce une hausse de 10 à 15%

P.05



1^{ER} MAI



Le président de la République met en avant les principaux acquis de l'économie nationale et réaffirme le caractère social de l'Etat

P.02

ANNABA



Des inspecteurs du ministère de l'hydraulique visitent plusieurs projets liés au secteur des ressources hydriques

P.06



Journée mondiale de liberté de la presse Annaba célèbre aujourd'hui, la journée mondiale de liberté de la presse Des améliorations certes... mais beaucoup reste à faire

P.06

Le président de la République met en avant les principaux acquis de l'économie nationale et réaffirme le caractère social de l'Etat

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a mis en avant les principaux acquis et résultats positifs réalisés par l'économie nationale ces dernières années, la plaçant troisième économie en Afrique, réaffirmant son attachement au caractère social de l'Etat auquel "on ne renoncera jamais".

Dans un discours prononcé, mercredi au siège de la Centrale syndicale au Palais du peuple, devant les syndicalistes de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) et les représentants des syndicats nationaux indépendants, diffusé jeudi sur les chaînes de la Télévision algérienne, le président de la République a souligné éprouver un sentiment de fierté après la concrétisation de tous ses engagements envers le peuple algérien, notamment l'édification d'une économie nationale forte et la modernisation de l'Armée nationale populaire (ANP), deux piliers de la force de tout Etat.

Il a indiqué que l'Algérie "est considérée aujourd'hui comme étant la troisième économie en Afrique après l'Afrique du sud et l'Egypte", grâce à un taux de croissance qui a atteint "4,2%" et un PIB, passé de "164 milliards de dollars en 2015 à 260 milliards de dollars à la fin 2023, réalisant ainsi un bond significatif et devant atteindre durant la période 2026-2027, "400 milliards de dollars, ce qui est à même, a-t-il dit, "d'ouvrir d'autres perspectives à l'économie nationale et d'améliorer le revenu individuel des Algériens".

Le président de la République a rassuré les travailleurs algériens que "l'Algérie est en sécurité", et que les institutions économiques internationales reconnaissent la force de l'économie nationale.

Parmi les indicateurs de développement de l'économie nationale, le président de la République a cité les réserves



de change évaluées à "près de 70 milliards de dollars, après avoir atteint, il y a cinq ans, 42 milliards de dollars, outre le volume des exportations hors hydrocarbures qui a atteint "7 milliards de dollars avec des perspectives de franchir le seuil des 11 milliards de dollars à la fin 2024, alors que les exportations hors hydrocarbures n'avaient pas dépassé 1,8 milliards de dollars pendant 40 ans.

Le président de la République a affirmé qu'il tend à "construire une économie fondée sur des chiffres réels et précis, qui s'appuie sur la numérisation et la transparence et non une économie de slogans qui fonctionne avec opacité et des chiffres fictifs".

Il a souligné, à ce propos, que la production nationale "a démontré sa valeur à l'intérieur et à l'extérieur" du pays, grâce aux réformes économiques engagées, révélant que l'Algérie compte actuellement "7 000 start-up, qui constitueront un jalon important dans la construction d'une économie algérienne moderne".

Il a, en outre, souligné l'importance de la création de richesses et d'emplois, rappelant les nombreuses mesures prises pour booster l'économie nationale, notamment la promulgation

d'une nouvelle loi sur l'investissement, la création de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) avec des prérogatives élargies. Il a indiqué qu'avec l'amélioration du climat d'investissement, "100 demandes d'investissements étrangers ont été enregistrées, en sus de près de 7000 investisseurs algériens, dont des membres de la diaspora, qui ont exprimé leur volonté d'investir en Algérie, ce qui permettra de créer près de 200 000 postes d'emploi".

Le président de la République a également salué le développement que connaît le secteur de l'agriculture qui a dépassé le secteur de l'industrie en termes de contribution au PIB, se félicitant des résultats exceptionnels réalisés en matière de production de transformation des produits alimentaires et agricoles". Ces produits sont désormais "algériens à plus de 90%", a-t-il précisé ajoutant qu'"à la fin 2024, le sucre sera produit localement et il en sera de même pour l'huile et les appareils électroménagers".

Evoquant les acquis réalisés dans le secteur de l'Habitat, le président de la République a affirmé son attachement "à la finalisation des programmes de logements, en utilisant des matières premières de production locale", soulignant

que l'Algérie produit actuellement "40 millions de tonnes/an de ciment destiné à l'exportation, de même pour le fer exporté vers différents continents".

Le président de la République a évoqué la période difficile qu'a vécue le pays sous le règne de la Issaba qui a, a-t-il dit, déclaré la guerre à la production nationale et s'est employée à diviser les richesses du pays, élaborer des textes de loi sur mesure, créer des sociétés écrans d'importation et dilapider les réserves de change". Il a annoncé que des enquêtes effectuées en 2022 ont fait état de "900 entreprises économiques fermées car contrariant les intérêts de la Issaba en matière d'importation".

"En l'espace de 3 mois, nous avons donné autorisation pour l'ouverture de toutes de ces entreprises", a-t-il ajouté.

Nous ne renoncerons jamais au caractère social de l'Etat

Dans le volet social, le président de la République a réaffirmé son engagement à honorer les principes de la déclaration du 1er novembre 1954, notamment l'édification d'un Etat démocratique et social, soulignant que "nous ne renoncerons jamais au caractère social de l'Etat algérien".

Il a par ailleurs affirmé son attachement à l'application du principe d'égalité des

chances entre Algériens, la réalisation de la justice sociale et la distribution équitable des richesses du pays, tout en rétablissant le rôle primordial de la classe moyenne qu'il a qualifiée de "pilier de la stabilité du pays".

Le président de la République a aussi réitéré son attachement à augmenter le seuil minimum des salaires, annuler l'impôt sur les faibles revenus, appliquer une nouvelle augmentation des salaires et relever la valeur de la monnaie nationale.

Il a évoqué, en outre, les principaux résultats positifs réalisés en matière de moralisation de la vie publique, grâce aux nouveaux textes juridiques et au rétablissement de la confiance dans les institutions de l'Etat.

Répondant aux préoccupations des représentants des syndicats des différents secteurs, le président de la République a exprimé sa grande considération et son respect pour l'armée blanche qui a fait face à la crise sanitaire, induite par la pandémie du nouveau coronavirus (Covid-19), affirmant qu'il tient à l'élaboration des statuts du secteur, en tenant compte de "la mission noble du corps médical".

Concernant l'éducation nationale, le président de la République a également souligné qu'il veillera personnellement à ce que les statuts du secteur soient à la hauteur des attentes de la famille éducative.

Le président de la République a appelé les représentants des syndicats à soulever leurs préoccupations et propositions aux secteurs de tutelle pour examen dans les plus brefs délais, affirmant que "toutes les demandes raisonnables exigeant une décision immédiate seront rapidement tranchées" et que "ce qui exige un examen approfondi sera traité en fonction de la situation économique du pays".

SEYBOUSE

Quotidien indépendant d'informations générales times

Edité par la S.A.R.L. MEDIACOM PRESSE
Siège social : Commune El Bouni ZHUN
Promotion Immobilière Yahia
Abdelaziz, rez-de-chaussée
Annexe : 46 Emir Abdelkader - Annaba

Directeur general :
Bicha salim
Directeur de la publication :
Noureddine Boukraa
Directrice de la rédaction :
Bicha Bariza Nesrine
Tél/Fax : 038 45 58 35
Tél/Fax : 038 45 58 36
Tél/Fax : 038 45 58 37
Email: redactionseybousetimes@gmail.com

P.A.O SEYBOUSE Times
Site web: www.seybousestimes.dz
Email: redaction@seybousestimes.dz
contact@seybousestimes.dz
Facebook : SEYBOUSE TIMES
Impression : SIE Constantine
Diffusion : EURL K.D.P.A cité
Benzekri Bât F N ° : 424
Constantine

Pour votre publicité, s'adresser à : l'Entreprise Nationale de communication d'Édition et de Publicité, Agence ANEP 01, AVENUE PASTEUR ALGER
TEL : 021 73 71 28
021 73 76 78
021 74 99 81
FAX : 021 73 95 59
Email : agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz

Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration adressés ou remis à la rédaction ne seront pas rendus et ne feront l'objet d'aucune réclamation.
Reproduction interdite de tous articles sauf accord de la rédaction

Le président de la République préside une cérémonie à l'occasion de la Journée mondiale de la liberté de la presse



Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a présidé, jeudi au Centre international de conférences (CIC) Abdelatif-Rahal (Alger), une cérémonie en l'honneur des journalistes à l'occasion de la Journée mondiale de la liberté de la presse (3 mai).

La cérémonie s'est déroulée en présence de hauts responsables de l'Etat, de membres du Gouvernement, des responsables d'établissements médiatiques, de journalistes de différents médias audiovisuels, de la radio et de

la presse écrite et électronique et des représentants de la presse étrangère accréditée en Algérie. Le président de la République a échangé avec des journalistes qu'il a félicités à cette occasion et dont il a écouté les préoccupations.

Dans une allocution prononcée à cette occasion, le ministre de la Communication, Mohamed Laagab, a mis l'accent sur "le rôle majeur des médias nationaux dans la défense des intérêts, de l'unité et de la souveraineté du pays, ainsi que dans la valorisation des acquis

réalisés ces dernières années, lesquels ont renforcé la confiance du peuple dans ses institutions constitutionnelles".

Le ministre a rappelé que le président de la République "a instauré une tradition louable à travers ses rencontres périodiques avec les représentants des médias et la célébration de la Journée nationale de la presse et de la Journée mondiale de la liberté de la presse, autant d'occasions pour mettre en avant les acquis réalisés dans le secteur".

L'Etat algérien, sous la conduite du président de la République, n'a pas hésité à apporter tout le soutien nécessaire, notamment par l'adaptation de la législation régissant le secteur de l'information aux dispositions de la Constitution de 2020, à travers les nouvelles mesures de la loi organique relative à l'information, a affirmé le ministre.

Selon lui, la célébration de la Journée mondiale de la liberté

de la presse à quelques semaines de la convocation du corps électoral pour la présidentielle du 7 septembre prochain est "l'occasion d'évaluer les réalisations concrétisées dans le secteur de l'information en Algérie, en droite ligne avec les engagements électoraux du président de la République et les instructions qu'il a données à maintes occasions, depuis son accession à la magistrature suprême, en faveur du droit des citoyens à une information vraie et objective".

Il a, à cette occasion, indiqué que les textes d'application relatifs au secteur avaient été finalisés et "seront publiés successivement dans les prochaines jours", faisant état de la régularisation de la situation des chaînes de télévision privées.

M. Laagab a, par ailleurs, mis en garde contre "les porte-voix connus qui ne cessent d'accuser l'Algérie de restreindre la liberté d'expression", rappelant

qu'"entre 2020 et fin avril 2024, des agréments ont été accordés à 156 journaux papier, dont 88 spécialisés, à 150 journaux électroniques et à 24 chaînes de télévision privées".

Evoquant le projet de la nouvelle ville médiatique Dzair Media City, le ministre a estimé qu'elle apportera "un véritable plus au paysage médiatique national".

Il a, par ailleurs, fait état du dégel des projets de stations de diffusion dans plusieurs wilayas du pays, ce qui permettra, a-t-il dit, d'"atteindre des zones où la diffusion radiophonique n'est pas optimale".

Le ministre de la Communication a enfin tenu à réaffirmer "l'impératif respect de l'éthique et de la déontologie de la profession", déplorant, par là même, la situation en Palestine, où, a-t-il dit, "les journalistes sont ciblés et tués délibérément avec une barbarie sans précédent dans l'histoire".

Journée mondiale de la liberté de la presse Les textes d'application relatifs au secteur de la Communication finalisés

Le ministre de la Communication, Mohamed Laagab, a affirmé, jeudi à Alger, que les textes d'application relatifs au secteur avaient été finalisés et "seront publiés successivement dans les prochaines jours".

Dans une allocution prononcée lors d'une cérémonie présidée par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, au Centre international de conférences (CIC) Abdelatif-Rahal, à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de la liberté de la presse, M. Laagab a précisé que le ministère "a achevé l'élaboration de tous les textes d'application relatifs au secteur dans

les délais fixés par le président de la République".

Lesdits textes concernent les deux autorités de régulation, le Conseil d'éthique et de déontologie, outre le statut particulier du journaliste et le cahier des charges relatif à la communication audiovisuelle, a-t-il ajouté.

M. Laagab a rappelé, à cette occasion, que "les différentes instances prévues dans la loi organique relative à l'Information seront installées", précisant que son département avait "entamé l'aménagement des sièges de ces instances".

Il a également fait état du "début, à la mi-avril dernier, de l'adaptation de

l'activité des journaux de la presse électronique et papier aux nouvelles lois et dispositions régissant l'activité de la presse en Algérie", évoquant "la réception des dossiers de création de nouveaux journaux, conformément au nouveau système de déclaration".

M. Laagab a précisé, à ce propos, que "les éditeurs ayant déposé leurs dossiers au niveau du ministère de la Communication ont récupéré séance tenante les autorisations".

Dans le même sillage, le ministre a révélé que le cahier des charges relatif aux services de communication audiovisuelle sera examiné lors de la prochaine réunion du Gouvernement.



JOURNÉE MONDIALE DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE:

Le ministre de la Communication se recueille à la mémoire des martyrs de la profession



Le ministre de la Communication, Mohamed Laagab, s'est recueilli, vendredi, à la place de la liberté de la presse à Alger, à la mémoire des martyrs de la profession, et ce à l'occasion de la célébration de la journée mondiale de la liberté de la presse.

A cette occasion, M. Laagab, accompagné du ministre de la Jeunesse et des Sports, Abderrahmane Hammad, du

Conseiller du président de la République, chargé de la Direction générale de la communication, Kamel Sidi Saïd, du wali d'Alger, Mohamed Abdenour Rabehi, de représentants de la famille de la presse, de représentants des autorités civiles et militaires, a déposé une gerbe de fleurs devant la stèle commémorative des martyrs de la profession, disparus dans les pires moments qu'a vécus le pays, et lu la Fatiha du Coran à leur mémoire.

Laagab préside la cérémonie de célébration de la Journée mondiale de la liberté de la presse

Le ministre de la Communication, Mohamed Laagab, a présidé, vendredi à Alger, la cérémonie de célébration de la Journée mondiale de la liberté de la presse (3 mai).

Accompagné du ministre de la Jeunesse et des Sports, Abderrahmane Hammad, du Conseiller du président de la République, chargé de la Direction générale de la communication, Kamel Sidi Saïd, du wali d'Alger, Mohamed Abdennour Rabehi, de représentants de la famille de la presse et de représentants des autorités civiles et militaires, M. Laagab a déposé une gerbe de fleurs devant la stèle commémorative des martyrs de la profession à la place de la liberté de la presse dans la commune de Sidi M'hamed et lu la Fatiha à leur mémoire, avant de visiter des structures médiatiques et sportives.

A la maison de la presse "Tahar-djaout", à la place du 1er mai, le ministre de la Communication a

procédé à l'inauguration officielle du siège de l'Organisation nationale des journalistes algériens, affirmant qu'il était normal que la famille médiatique s'organise via de pareils syndicats professionnels, souhaitant que cette "nouvelle structure puisse jouer un rôle positif dans l'encadrement du travail médiatique en Algérie".

Il a appelé l'organisation à s'acquitter de son rôle sur la scène médiatique internationale pour que l'Algérie soit représentée, à l'avenir au sein des organisations médiatiques arabes, européennes et autres".

Au stade "Nelson Mandela" à Baraki, le ministre a baptisé la salle de conférence du nom du défunt commentateur sportif Mohamed Sellah, qui débuta sa carrière en 1963 à la Radiodiffusion-Télévision algérienne (RTA) avec un style de commentaire distingué qui lui a valu une grande renommée. Le regretté a pris sa retraite en 1999 après avoir été au service de la Radio algérienne



50 ans durant.

A cette occasion, le ministre de la Communication a rendu hommage à la famille du défunt, en reconnaissance de tout ce qu'il avait donné au service de la presse nationale.

M. Laagab a, en outre, baptisé la salle de conférences du Complexe olympique du 5 juillet "Mohamed Boudiaf" du nom du champion d'athlétisme et journaliste, feu

Abdelkader Hammani, qui lança le service sport à la Télévision algérienne (1965-1966), et avait formé toute une génération de journalistes.

Dans une déclaration à la presse, le ministre de la Communication a affirmé que la démarche consistant à baptiser les différentes infrastructures sportives au sein des stades de la République de noms de journalistes algériens "se poursuivra

à travers les différentes wilayas du pays".

Au terme de sa visite, M. Laagab a présidé l'inauguration officielle de la station terrestre de diffusion par satellite dédiée à la domiciliation des chaînes privées au centre de la Télédiffusion d'Algérie (TDA) à Bouchaoui (Alger Ouest), après avoir inspecté diverses structures sur place, à l'instar des salles de contrôle, de réception et de diffusion, où le ministre a souhaité "progrès et prospérité" à tous les médias, notamment audiovisuels.

Le Centre téléport de Bouchaoui "Abdelmalek Houyou" a été doté d'une nouvelle station terrestre de diffusion par satellite dédiée à la domiciliation des chaînes de télévision.

La TDA, rappelle-t-on, avait signé des contrats avec des chaînes de télévision privées en application des décisions des autorités supérieures du pays portant domiciliation des chaînes à contenu algérien, et de l'affilier au droit algérien à 100%.

La scène médiatique nationale en phase avec le processus d'édification de l'Algérie nouvelle

Des journalistes et des représentants d'établissements médiatiques nationaux, ont été unanimes à souligner que la scène médiatique nationale était en phase avec le processus d'édification de l'Algérie nouvelle, estimant que les rencontres de la corporation médiatique avec le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, concrétisaient l'adhésion de la presse nationale à ce processus.

En marge d'une cérémonie présidée par le président de la République, au Centre international des conférences (CIC) Abdelatif-Rahal (Alger), à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de la liberté de la presse, qui coïncide avec le 3 mai de chaque année, le Directeur du quotidien "L'Expression", Ahmed Fatani, a déclaré à l'APS que les différentes rencontres des journalistes avec le président de la République, "constituent désormais une tradition ancrée, c'est une initiative louable d'associer la corporation médiatique dans le processus d'édification de l'Algérie nouvelle".

"La volonté du président de la République d'opérer un changement au niveau de la scène médiatique en Algérie, s'est manifestée principalement à travers les majeurs acquis enregistrés, notamment au volet législatif, en attendant la publication de tous les textes d'application relatifs au secteur", a-t-il ajouté.

Pour sa part, le Directeur du quotidien "Jeune indépendant", Kamel Mansari, a estimé que l'entrevue périodique du président de la République avec les représentants des médias nationaux est devenue "une bonne coutume", relevant que les réalisations enregistrées dans divers secteurs



ces dernières années "sont en phase avec le processus d'édification de l'Algérie nouvelle, qui correspond aux aspirations et aux ambitions de tous ses enfants".

De son côté, le rédacteur en chef du journal "El Khabar", Jallel Bouati, a évoqué le processus législatif et réglementaire qui a défini l'instauration de nouvelles lois concernant le secteur, valorisant les réalisations que le secteur de l'information a connues, lesquelles ont couronné, selon lui "la vision et les engagements du Président de la République pour instaurer une pratique médiatique plus professionnelle".

"L'importance que le Président de la République attache au secteur se traduit par son souci de partager, aux côtés des journalistes, les occasions les concernant".

La journaliste à la Radio nationale, Ibtihal Abdoune a, par ailleurs, estimé que les réalisations accomplies sur la scène médiatique, notamment sur le plan législatif et juridique, reflètent "une volonté politique claire pour promouvoir le secteur conformément aux évolutions notables vécues actuellement sur plusieurs niveaux".

L'implication de la corporation médiatique est primordiale pour suivre ces évolutions dans cette démarche d'"assurer un contenu significatif" aux fins de "relever les défis et de faire face aux campagnes tendancieuses visant la stabilité et l'unité de l'Algérie", a-t-elle ajouté.

Le ministre de la Santé préside l'ouverture d'une Journée scientifique sur "l'histoire de la médecine légale en Algérie"

Le ministre de la Santé, Abdelhak Saihi a présidé, jeudi à Alger, l'ouverture des travaux d'une Journée scientifique sur "l'histoire de la médecine légale en Algérie" organisée par l'Académie algérienne de développement des sciences médico-légales (AADSML). S'exprimant à cette occasion, M. Saihi a tenu à saluer "le rôle majeur de la médecine légale dans l'accompagnement de plusieurs secteurs, notamment la justice et la sécurité", et a indiqué que cette spécialité importante "nécessite d'être développée et soutenue par le ministère de la Santé", rappelant à cet égard que l'Algérie comptait actuellement pas moins de "422 médecins légistes".

Le ministre a, également, exprimé la volonté du ministère d'apporter "le soutien nécessaire" à toutes les spécialités dans ce domaine au niveau de tous les hôpitaux pour rapprocher cette spécialité de tous les tribunaux et autres services".

Il a en outre salué les efforts consentis par les responsables du service de médecine légale du Centre Hospitalo-Universitaire (CHU) "Mustapha Pacha", qui dispose "de



moyens matériels et humains dont nous pouvons être fiers", a-t-il dit.

De son côté, le président de l'AADSML, Pr Rachid Belhadj a affirmé que la fourniture des moyens nécessaires et l'intégration de technologies modernes pour développer cette spécialité à travers la numérisation, contribueront à préserver les intérêts des victimes.

Dans le même sillage, il a souligné la nécessité de former les différents acteurs dans ce domaine, tels que "les avocats et les officiers de Police judiciaire", suggérant à ce propos "d'inclure à l'avenir la médecine légale dans la formation universitaire du corps d'avocats".

Pour sa part, le directeur général des affaires judiciaires au ministère de la Justice, Abderrezak Bensalem a indiqué qu'au cours des dernières années, "une couverture géographique quasi totale a été atteinte en termes de nombre de médecins légistes et

de leur répartition géographique sur l'ensemble du territoire national".

Les services de médecine légale des laboratoires de Police scientifique de la Gendarmerie et de la Sûreté nationales ont été dotés d'"équipements modernes qui leur permettent, a-t-il ajouté, d'améliorer leurs performances et d'apporter une contribution qualitative aux dossiers judiciaires", affirmant que l'expertise algérienne "a fait ses preuves" lors de sa participation qualitative aux enquêtes complexes à dimension internationale.

A cette occasion, le Conseil des ministres arabes de la Santé a distingué Pr Rachid Belhadj pour ses contributions au développement de la spécialité de médecine légale en Algérie.

La rencontre a également été l'occasion de distinguer des familles de trois (3) plus grandes figures de la médecine légale en Algérie, qui ont joué un rôle important dans la formation d'un grand nombre d'Algériens depuis les années 1970 dans cette spécialité, à savoir: Youcef Mahdi, Mohamed Saleh Aideli et Mohamed Hanouz.

HADJ 2024:

Reprise mercredi des réservations de billets pour les pèlerins voyageant avec l'ONPO à partir de l'aéroport d'Alger

Les réservations de billets pour les pèlerins (hadjis) voyageant avec l'Office national du Pèlerinage et de la Omra (ONPO) vers les Lieux saints à partir de l'aéroport d'Alger reprennent, mercredi, via

le portail "Bawabetelhadj.dz" et l'application "Rakb El hadjidj", a indiqué un communiqué de cet Office. "En parachèvement de l'opération de réservation de billets pour les pèlerins voyageant avec l'Office national du

Pèlerinage et de la Omra vers les Lieux saints via le portail +Bawabetelhadj.dz+ et l'application +Rakb El Hadjidj+, les réservations de billets reprennent, mercredi 1 mai à 22:30 pour l'aéroport d'Alger", précise la même source.

AUGMENTATION DES RETRAITES:

Le Président Tebboune annonce une hausse de 10 à 15%

Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a déclaré ce mercredi 1er mai, une augmentation des retraites de 10 à 15%, selon les informations de la télévision publique, ENTV. En effet, cette annonce a été faite par le Président lors de

son discours à l'occasion de la journée internationale des travailleurs, au Palais du peuple, selon le même média. Assurant que cette augmentation serait soumise à l'approbation lors du prochain Conseil des ministres. Il convient de rappeler que le Président avait déjà donné son

feu vert pour l'augmentation des retraites le 21 avril dernier, lors d'un Conseil des ministres qu'il avait présidé. Le communiqué du Conseil des ministres avait alors annoncé : "Le Président a donné son accord pour la révision des allocations aux retraités, pour toutes les catégories, dans le

but d'améliorer leur niveau de vie."

Par la même occasion, le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune avait chargé le gouvernement de déterminer les volumes, les proportions et les répartitions selon les différentes catégories.



Coopération entre l'Agence AADL et le groupe Giplait

Dans un mouvement stratégique visant à améliorer l'accessibilité des produits laitiers, le groupe public de lait et dérivés "Giplait" a signé un accord-cadre avec l'Agence nationale pour l'amélioration et le développement du logement (AADL).

L'objectif principal de cet accord est l'acquisition de locaux commerciaux au profit des filiales de Giplait, situés dans les quartiers résidentiels relevant de l'AADL.

Cette initiative vise à commercialiser ses produits et à répondre à la demande croissante de lait et de ses dérivés sur l'ensemble du territoire national.

La cérémonie de signature a eu lieu au siège de l'AADL en présence de la présidente-directrice générale du groupe, Samah Lahlouh, et du directeur général de l'AADL, Fouad Mokrani.

Étaient également présents le directeur général de la production agricole du ministère de l'Agriculture et du Développement rural, Messaoud Bendridi, ainsi que des cadres des deux institutions, selon les précisions de Lahlouh.

Buts et perspectives de l'accord entre l'Agence AADL et le groupe Giplait

L'accord vise également à :

- Rendre les produits des filiales du groupe disponibles



pour les résidents ;

- À absorber la demande de lait et de ses dérivés à travers le pays ;

- À promouvoir la fonction marketing des filiales du groupe.

Grâce à cet accord, des espaces seront alloués pour la commercialisation des produits des filiales du groupe dans les zones à forte densité de population, par l'acquisition de biens immobiliers à caractère

commercial qui répondent à l'objectif souhaité.

Cela permettra de créer un environnement d'activité complet qui répond aux objectifs et aux fins opérationnelles du groupe Giplait, notamment en termes d'approvisionnement et de marketing.

Dans ce cadre, une commission de sélection sera créée au niveau de la direction générale du groupe Giplait.

Elle sera spécialement chargée de

désigner et de choisir les locaux commerciaux qualifiés pour l'acquisition, sous la supervision des présidents-directeurs généraux et des directeurs généraux des filiales du groupe.

Le document précise que le paiement des locaux commerciaux se fera selon une formule de vente à tempérament (par consentement mutuel), pour une période d'au moins 5 ans.

Cet accord représente une étape importante dans la stratégie de Giplait pour assurer une distribution efficace de ses produits.

Renforçant ainsi sa présence sur le marché algérien et répondant aux besoins des consommateurs à travers les pays.

La BDL entend lancer le E-paiement à l'échelle internationale

La Banque de Développement Local (BDL) entend lancer le paiement électronique (E-paiement) à l'échelle internationale, à même de permettre d'effectuer des achats sur des sites internet algériens, et d'effectuer des paiements électronique à partir de l'étranger, a indiqué mardi à Alger, une responsable de cette banque publique.

La Directrice du développement du paiement électronique à la BDL, Nawel Taleb, a précisé

dans une déclaration à l'APS, en marge de sa participation à une Journée d'études sur "l'inclusion financière novatrice en Algérie: défis et perspectives", que cette banque a pu faire un progrès considérable dans ce projet, soulignant que "ce service est le premier du genre en Algérie".

Elle a affirmé que le e-paiement à l'échelle internationale "permettra aux étrangers ainsi qu'aux membres de la communauté nationale à l'étranger, de faire des réservations d'hôtel, par



exemple, et des achats sur des sites algériens en utilisant le e-paiement".

Mme Taleb a précisé que cette Banque possède un projet de travail ambitieux pour les trois années à venir, fondé sur le lancement de plusieurs

services, aux fins de contribuer à atteindre l'inclusion financière, ajoutant que la BDL serait au rendez-vous du lancement de l'interopérabilité du paiement mobile prévu en juin.

Mme Taleb a, par ailleurs, annoncé que la BDL avait distribué plus de 8.700 Terminaux de paiement électronique (TPE), dont 60% équipés de la fonctionnalité du paiement sans contact, précisant que le nombre d'opérations effectuées via ces terminaux a atteint environ un million, ce qui représente près de 26% de

l'ensemble des opérations au niveau national.

Cette banque compte 105 commerçants électronique (E-commerçants) domiciliés à son niveau, parmi 510 commerçants agréés par le Groupement d'intérêt économique de la monétique (GIE monétique), selon la directrice ayant affirmé que ces chiffres "reflète le rôle que les moyens de paiement modernes jouent dans l'accélération de l'opération de l'inclusion financière en Algérie".

Les algériens ont recours plus en plus aux crédits à la consommation



L'acquisition d'équipements ménagers et d'appareils

électroménagers est désormais à la portée de tous, y compris pour les personnes à faible revenu en Algérie.

Et cela grâce à l'ouverture croissante des options de paiement échelonné.

Une visite dans l'une des entreprises spécialisées dans la vente de meubles et d'appareils électroménagers à crédit a révélé que la demande pour ce mode de paiement est en hausse constante. Les raisons varient d'une personne à l'autre, mais l'objectif reste le même : faciliter l'accès à des biens souvent considérés comme coûteux.

Le crédit à la consommation : un choix populaire

Les responsables de l'entreprise confirment que le crédit attire de plus en plus de clients, y compris ceux qui sont financièrement à l'aise.

Cette tendance s'aligne avec la capacité d'achat actuelle et reflète un changement culturel vers l'acceptation du crédit comme moyen d'acquisition.

Le crédit à la consommation s'adapte aux personnes de revenus moyens et même élevés. Il représente une alternative culturelle qui permet d'utiliser l'argent disponible pour d'autres

projets tout en équipant sa maison, en achetant des motos ou des voitures grâce à des paiements mensuels conformes aux principes de la finance islamique.

Cette approche permet aux consommateurs de rester fidèles à leurs convictions religieuses tout en profitant des avantages du crédit.

Le crédit à la consommation couvre désormais une large gamme de produits, comme :

- Réfrigérateurs et congélateurs ;
- Lave-linge et sèche-linge ;

- Lave-vaisselle ;
- Fours et micro-ondes ;
- Plaques de cuisson et hottes aspirantes ;
- Petits appareils de cuisine ;
- Climatiseurs et chauffages.

Et a libéré de nombreux citoyens de la contrainte de devoir économiser la totalité du montant nécessaire à l'achat. Cette évolution marque un tournant dans les habitudes de consommation en Algérie, offrant plus de flexibilité et d'accessibilité à tous.

ANNABA / VISITE DE TRAVAIL ET INSPECTION

Des inspecteurs du ministère de l'hydraulique visitent plusieurs projets liés au secteur des ressources hydriques

Sihem.Ferdjallah

Des inspecteurs du ministère de l'hydraulique ont effectué récemment une visite de travail à Annaba dans le cadre d'une mission d'inspection de projets liés au programme de développement du secteur de l'irrigation, d'évaluer le service public et l'avancement des travaux de raccordement de l'usine de dessalement d'eau de mer depuis El-Tarf jusqu'à Annaba.

Le dossier de l'hydraulique a été discuté avec les inspecteurs du ministère en présence du wali d'Annaba, Abdelkader Djellaoui, des directeurs de l'hydraulique et de la Société algérienne des eaux. Dans ce contexte, le wali a souligné qu'il suivait de près les programmes visant à fournir de l'eau potable aux habitants, surtout à l'approche de la saison estivale, soulignant que le secteur de l'hydraulique a bénéficié de plusieurs projets qui permettront d'améliorer le taux d'approvisionnement

en eau potable, sans oublier l'achèvement de plusieurs barrages et puits qui aideront à l'approvisionnement des agriculteurs en eau d'irrigation agricole.

Pour faire face aux fuites d'eau, le wali d'Annaba a fourni des explications sur le lancement d'une campagne à l'effet de faire face au problème récurrent des fuites d'eau dans la ville d'Annaba. Fournir des moyens pour réparer les fuites d'eau dans la région d'Annaba et ses environs ; Environ 217 fuites d'eau ont été

dénombrées, en plus de mettre un terme à la problématique des piquages illégaux d'eau.

Au cours de son entretien avec les inspecteurs du ministère de l'Irrigation, le wali a estimé inacceptable le problème des fuites d'eau et des branchements illégaux dont souffre la wilaya d'Annaba, soulignant la nécessité de récupérer chaque goutte d'eau. Pour couvrir les besoins des citoyens.

Dans le même contexte, Annaba a bénéficié d'un projet de réservoir d'eau d'une capacité de 10.000



mètres cubes dans la commune d'Annaba, qui permettra de renforcer et d'augmenter les capacités de stockage. Cela augmentera également la capacité de distribution de l'eau potable de bonne qualité et ce régulièrement..

JOURNÉE MONDIALE DE LIBERTÉ DE LA PRESSE

Annaba célèbre aujourd'hui, samedi, la journée mondiale de liberté de la presse Des améliorations certes...mais beaucoup reste à faire

Taveb Zgaoula

Annaba à l'instar des autres wilayas du pays célèbre aujourd'hui la journée mondiale de la presse dans une conjoncture internationale marquée par le génocide commis par Israël à Gaza en terre Palestinienne et

des manifestations organisées à travers les capitales du monde entier. Au plan strictement local, la wilaya d'Annaba a connu un changement au niveau de certains secteurs et des améliorations en relation directe avec la vie quotidienne des citoyens et ce depuis l'installation du nouveau

wali, Abdelkader Djellaoui, qui connaît d'ailleurs bien la maison Annabi. Ses résultats jusque-là adhèrent quelque peu à la demande des citoyens, qui augurent un nouveau départ pour résoudre certains problèmes cruciaux qui entravent son fonctionnement mais l'optimisme ne manque

pas chez les responsables de cette wilaya. Il faut noter, à cette occasion, que le président de la république Abdelmadjid Tebboune et le ministre de la communication Mohamed Lagabinsistent sur l'amélioration de ce secteur névralgique et le professionnalisme des représentants de la presse.



ANNABA / ECHANGES COMMERCIAUX

Participation en force de Sider El Hadjar au salon d'exposition des produits algériens à Nouakchot

S.Y

L'entreprise Sider El Hadjar, figure emblématique du monde des affaires algérien, participe dès le 02 mai, au salon des produits algériens qui se tient dans la capitale mauritanienne, Nouakchott. Cette participation comprend également la présence d'autres entités du groupe IMETAL, notamment FONDAL ENR, ALRIM, et BATIMETAL. Ce salon, qui va s'étaler jusqu'au 07 mai de l'année en cours, offrira une plateforme d'échange et de promotion des produits algériens sur le marché international. La présence de Sider El Hadjar ainsi que des entreprises affiliées à IMETAL souligne l'engagement des pouvoirs publics de s'imposer dans le développement



économique et commercial à l'échelle régionale et sur le continent africain.

Cette participation constitue également une opportunité pour renforcer les liens commerciaux entre l'Algérie et la Mauritanie, deux pays voisins partageant

des intérêts économiques communs. Sider El Hajjar et les entreprises du groupe Imetal sont donc prêts à saisir cette occasion pour promouvoir leurs produits et services et explorer de nouvelles opportunités de partenariat dans la région.



ANNABA / COMITÉ DE LA VILLE

Le comité de la ville intervient au sujet de la réparation des fuites d'eau potable

Sihem.Ferdjallah

Sur sa page officielle, le comité de la ville a fait part des préoccupations des habitants de certains quartier sur l'existence de fuites d'eau

potable signalées au niveau de la cité Nakhla dans la commune de Berrahal, ainsi qu'au niveau de la cité Ecotec à Chabia, relevant de la commune "El Bouni". Après examen auprès

des services concernés, les mesures nécessaires ont été prises et les précisions suivantes ont été apportées. En effet, l'équipe technique du centre de distribution des eaux algériennes

de Berrahal est intervenue pour réparer deux fuites sur le canal de diamètre 90 mm et 25 mm à la cité "Nakhla" à Berrahal. L'équipe technique du Centre Algérien de Distribution d'Eau d'El Bouni



est également intervenue pour réparer une fuite dans un canal de 63 mm de diamètre à la cité "Ecotec" de chabia à El Bouni.

ANNABA / LUTTE CONTRE LE TRAFIC DE DROGUES

Six (6) kg de résine de cannabis saisis et arrestation d'un individu



Imen.B

Le service régional de Lutte contre le trafic illicite des drogues de la région Est, de la wilaya d'Annaba, a réussi à mettre un terme à l'activité d'un réseau criminel spécialisé dans le trafic illicite de drogue ainsi que l'arrestation d'un individu, selon un communiqué parvenu à notre rédaction. L'opération a permis la saisie de près de 6 kg et 400 grammes de résine de cannabis. L'activité de ce réseau de malfaiteurs s'étend à plusieurs wilayas de l'Est du pays. Cette opération s'inscrit dans le cadre des

efforts déployés par les éléments de la sûreté de wilaya d'Annaba pour lutter contre la drogue et les psychotropes. Le mis en cause a été placé en garde à vue à la disposition de l'enquête menée sous la supervision du parquet général compétent. Cette opération de saisie de drogue constitue l'une de plusieurs autres réalisées ces dernières semaines par ce corps régional, dont la compétence englobe une quinzaine de wilaya situées entre la frontière tunisienne et la partie Est du pays.

ANNABA / DCP

Plusieurs quantités de viande impropre à la consommation saisies à la Plaine Ouest



Imen.B

Dans le cadre de leurs missions de contrôle des prix et de la répression des fraudes commerciales ainsi que de la préservation de la santé publique, les services de la direction du commerce (DCP) ainsi que les services vétérinaires de la commune d'Annaba ont effectué des sorties inopinées durant ces derniers jours au niveau de la Plaine Ouest, où des dizaines de kilogrammes de viande blanche et rouge impropres à la consommation ont été saisis au niveau de plusieurs boucheries. Des prélèvements d'échantillons ont été effectués en vue de leur analyse, à l'issue desquels ils se sont

avérés être de mauvaise qualité. Cette quantité importante était prête à être écoulée sur le marché sans le moindre souci de la part des commerçants quand aux risques majeurs qui peuvent se répercuter sur la santé des consommateurs. Ainsi en application de la réglementation, les services vétérinaires ont également délivré leur certificat attestant la mauvaise qualité de la viande. La quantité saisie a été détruite conformément à la loi en vigueur. Les brigades de la DCP ont pris des mesures judiciaires adéquates en collaboration avec les services de sécurité afin de sanctionner les contrevenants.

ANNABA / COMMERCE

En prévision de la saison estivale, renforcement des mesures contre la fraude des prix



S.Y

En prévision de la saison estivale et en vue de garantir un climat commercial sain et sécurisé pour les citoyens et les visiteurs, les autorités de la wilaya d'Annaba ont lancé une opération conjointe impliquant plusieurs organes et forces de sécurité. Cette initiative vise à sensibiliser et à répertorier les commerces illégaux opérant dans la localité. Les directions du Commerce, du Tourisme et les services de la commune d'Annaba ont coordonné leurs efforts, appuyés par les forces de la sûreté de wilaya et la gendarmerie nationale, pour mener des inspections approfondies sur les places publiques de la ville, notamment le cours de la Révolution et la Place du 17 Octobre. L'objectif est d'identifier et de réguler les



commerces opérant sans aucune licence ou en violation de la réglementation en vigueur.

Cette démarche proactive vise à protéger les droits des consommateurs en garantissant que les commerces respectent les normes légales et éthiques. En régulant les activités commerciales, les autorités locales cherchent également à renforcer la confiance des citoyens dans le marché et à promouvoir un développement économique durable.

L'opération comprend des activités de sensibilisation pour informer les commerçants sur les lois et règlements commerciaux en vigueur, ainsi que des mesures coercitives pour mettre fin aux pratiques illégales.

ANNABA / LUTTE CONTRE LES INCENDIES DE FORÊTS

Les pique-niques et barbecues... une menace pour les espaces verts

Imen.B

Le phénomène des incendies de forêts revient chaque année, malgré les nombreuses campagnes de sensibilisation des forces de l'ordre, police et gendarmerie nationale, de la protection civile, des associations et lors des prêches religieux. En effet, à l'arrivée du printemps de nombreuses familles tentées par les évasions dans la nature, se rendent en plein cœur des forêts et des espaces verts où elles organisent des pique-niques en allumant des barbecues au milieu d'arbres et une végétation très dense, notamment à Berrahal ignorant et ne mesurant pas le danger qui en découle, pourtant plusieurs fois rappelés à l'ordre par les gardes forestiers et les services de la protection civile qui organisent des rondes régulières au cœur des forêts. Outre le danger de départ de feu à cause des barbecues, on note l'amoncellement des déchets en tous genres, comme des sachets et bouteilles en plastique et en verre. Tout cela constitue un danger permanent



pour la survie de l'environnement et du patrimoine forestier de la ville. Malgré les différentes campagnes de nettoyage organisées par les services communaux et de l'environnement, les forêts sont malheureusement toujours polluées par le manque de civisme et l'irresponsabilité de l'homme.

ANNABA / PROTECTION DES CONSOMMATEURS

Saisie de camions-citernes d'eau impropre à la consommation

S.Y

Lors d'une opération conjointe menée par l'inspection régionale du commerce et l'hygiène municipale de la commune d'Oued El Aneb, deux camions-citernes transportant de l'eau destinée à la consommation ont été interceptés et vidés de leurs contenus. Les camions équipés de citernes mobiles transportaient de l'eau dont la source était inconnue et non conforme aux normes de qualité requise. Cette intervention fait aux préoccupations croissantes des autorités locales concernant la protection des consommateurs sur le plan sanitaire.

En effet, l'eau est une matière essentielle à la vie et sa qualité est cruciale pour préserver la santé publique. Les camions saisis transportaient environ 3500 litres d'eau dont l'origine et la qualité ne répondaient pas aux standards requis pour la consommation humaine.

La saisie de ces camions vise à protéger la santé des citoyens contre les risques liés à la consommation d'eau contaminée ou de qualité douteuse. Les autorités compétentes restent vigilantes pour prévenir la vente et la distribution d'eau non conforme aux normes sanitaires établies.



ANNABA / NÉPHROLOGIE ET CARDIOLOGIE

Adoption d'une nouvelle technique de chirurgie pour les malades souffrant d'hypertension artérielle

Ferdjallah Sihem

L'équipe médicale de néphrologie, en coordination avec le service de cardiologie, du CHU "Ibn Sina", a réussi une nouvelle fois à adopter une nouvelle technique alternative pour la chirurgie au profit des patients souffrant d'hypertension artérielle et de problèmes rénaux. Cette technique est un processus inscrit dans le cadre d'un travail participatif et

de coordination entre les services de diverses spécialités. Le premier patient, qui souffre d'hypertension artérielle insurmontable, a bénéficié d'une angioplastie rénale avec pose de deux stents (dilatation avec pose de stents), qui est un rétrécissement des artères rénales droite et gauche (sténose deux artères rénales). Quant à la deuxième opération, il s'agissait de la technique de connexion, qui est liée au rétrécissement

des vaisseaux de la fistule artérielle chez un patient souffrant d'insuffisance rénale : artérioveineuses pour hémodialyse : afin que l'équipe médicale puisse fermer la connexion et d'éviter son blocage et son endommagement. Ces nouvelles technologies nécessitent suffisamment de compétences, d'expériences et de formations disponibles au sein du personnel médical des deux départements.



BOUIRA

Le mausolée romain de Fraxen, un site archéologique à protéger

Le mausolée de "Fraxen" à Ouled Slama, dans la commune d'El Hakimia, au sud-ouest de Bouira, un des sites archéologiques les plus importants datant de l'époque romaine dans cette wilaya, a connu une vaste opération de restauration pour le protéger contre tout danger susceptible de le détériorer. Inscrit depuis juillet 2013 sur la liste nationale des biens culturels protégés, le site archéologique "Fraxen" est un mausolée romain situé à 11 km au sud-est de Sour El Ghouzlane et à 45 km au sud du chef-lieu de Bouira. Ce tombeau a connu en avril 2023 des travaux de réhabilitation qui ont coûté un montant de 61

millions de dinars, selon les détails fournis par la direction locale de la culture.

Confiés à l'entreprise "Bellounès", les travaux d'aménagement du mausolée romain de Fraxen, d'une durée de cinq mois, ont été achevés en décembre 2023, et le site patrimonial a été inauguré en mars 2024, lors d'une visite de la ministre de la Culture et des Arts, Soraya Mouloudji.

Une étude concernant Fraxen avait été réalisée et achevée en 2010, après des missions de prospection effectuées en 2008 et en 2009 par une équipe d'archéologues du ministère de la Culture et des Arts.

La réhabilitation de ce vestige



archéologique s'inscrit dans le cadre du programme du ministère visant à protéger les sites contre tout danger susceptible de les détruire ou de les détériorer, a expliqué à l'APS le directeur de la culture Ibrahim Benabderrahmane.

Des travaux d'urgence pour la réalisation d'un mur de clôture pour le site avaient été réalisés en 2009.

Le mausolée de Fraxen porte une inscription au sommet de sa

façade principale. Il est connu sous le nom Ghorfat Ouled Slama, et les études faites pour sa datation, telles que les recherches menées par Masqueray et Cholsnet et Berbrugger, ne sont pas sûres, d'autant qu'une autre inscription a été découverte près du mausolée en question, selon les détails fournis par la direction de la culture.

Le site serait dédié à un chef militaire d'Auzia, actuellement Sour El Ghouzlane.

Edifié sur le point culminant d'une colline à Ouled Slama, ce mausolée est un édifice de forme carrée de 5 mètres. Il est construit en pierres avec le système constructif connu par Opus Quadratum, une

technique adoptée dans le grand appareillage en pierre de taille.

L'édifice est composé de trois corps superposés, dont la façade principale est orientée vers l'Est. A travers cette façade, le visiteur peut distinguer trois parties, un corps inférieur à deux gradins, un corps moyen qui est constitué de cinq lits de pierres sèches.

Cette partie correspond bien à une chambre funéraire, et la pièce ne contient aucune ouverture vers l'extérieur, selon la fiche descriptive du site.

Il existe aussi un corps supérieur couronné d'une corniche moulurée et percée d'une ouverture de 90 cm de large et 1m 22cm de hauteur.

Journée mondiale de la liberté de la presse Célébration de l'évènement à Oran et Mascara

Les autorités des wilayas d'Oran et de Mascara ont organisé, jeudi, deux cérémonies en l'honneur des représentants de la presse locale, à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de la liberté de la presse, coïncidant avec le 3 mai de chaque année.

A Oran, le wali Saïd Sayoud a annoncé, à l'occasion de cette cérémonie, organisée au siège de la wilaya, en présence des responsables et des élus, la

constitution d'une commission de travail de wilaya composée des services de la wilaya et des représentants de la presse pour proposer des solutions à la création d'une Maison de la presse.

Cette commission lancera son travail, au début de la semaine prochaine, à travers l'étude des propositions possibles et chercher des espaces pouvant être aménagés, en coopération avec les services de la wilaya pour regrouper les journalistes et les

membres de la presse dans une Maison de la presse.

Le même responsable a salué les efforts des journalistes dans la wilaya d'Oran pour relever les préoccupations des citoyens aux autorités concernées en vue de leur prise en charge et pour soutenir le développement local et mettre en exergue les efforts de l'Etat dans tous les domaines.

A Mascara, le wali Farid Mohammadi a annoncé, lors de la cérémonie tenue en l'honneur de la

presse locale, que les autorités de wilaya ont décidé, dernièrement, d'affecter une enveloppe financière de 10 millions de dinars au titre du budget supplémentaire de la wilaya de l'exercice en cours, pour réhabiliter et équiper le nouveau siège de la radio régionale de Mascara, signalant que les travaux seront concrétisés, cette année.

"Les portes des autorités de wilaya sont ouvertes devant les médias pour leur fournir toute information

au service du citoyen et l'intérêt général", a-t-il souligné.

Cette cérémonie, qui a enregistré la présence des responsables, élus locaux et membres du Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ) et des représentants de la société civile, a permis d'honorer la famille de la presse locale, les familles des journalistes défunts Farid Laabane de la radio régionale de Mascara et le correspondant du quotidien "La nouvelle république" Mansour Si Mohamed.

GÉORGIE :

Les Nations unies demandent le retrait du projet de loi sur l'influence étrangère

Le texte controversé a été adopté en deuxième lecture par le Parlement mercredi, malgré des semaines de mobilisation massive de ses détracteurs selon le monde fr.

Le projet de loi géorgien sur l'« influence étrangère » inquiète la France, les Etats-Unis et l'Organisation des Nations unies (ONU), alors que la mobilisation se poursuit. Jeudi 2 mai, le haut-commissaire aux droits de l'homme de l'ONU, Volker Türk, a demandé le « retrait » du texte en cours d'examen au Parlement de la Géorgie et a dit son inquiétude de l'usage « disproportionné de la force » contre ceux qui s'y opposent.

« J'exhorte les autorités géorgiennes à retirer ce projet de loi et à engager un dialogue, notamment avec la société civile et les médias », a déclaré M. Türk dans un communiqué, estimant que



« qualifier les ONG et les médias bénéficiant de financements étrangers d'« organisations agissant dans l'intérêt d'une puissance étrangère » constitue une menace sérieuse pour les droits à la liberté d'expression et d'association ».

« Je suis préoccupé par les informations faisant état d'un recours inutile et disproportionné à la force par les forces de l'ordre contre des manifestants et des

professionnels des médias à Tbilissi, la capitale géorgienne, cette semaine », a souligné M. Türk.

La France, de son côté, a condamné la répression des manifestations en Géorgie et a appelé les autorités géorgiennes « à faire respecter le droit à manifester pacifiquement ainsi que la liberté de la presse ». Paris « réitère sa vive inquiétude » concernant le projet de loi, qui

va « à l'encontre des valeurs sur lesquelles est fondée l'Union européenne et auxquelles le peuple géorgien a montré son profond attachement », a souligné Christophe Lemoine, porte-parole adjoint du ministère des affaires étrangères français.

Adoption définitive du texte d'ici à la mi-mai

Les Etats-Unis se disent, eux, « profondément préoccupés par cette législation, par les conséquences qu'elle pourrait avoir en matière d'étouffement de la dissidence et de la liberté d'expression ». La Géorgie compte « une société civile vibrante » qui « joue un rôle essentiel de lutte contre les excès du gouvernement » et « nous n'aimerions pas voir avancer quoi que ce soit d'un point de vue législatif qui (...) rendrait plus difficile l'expression du peuple géorgien », a ajouté John Kirby, porte-parole du Conseil de sécurité

nationale de l'exécutif.

Les opposants géorgiens au texte de loi ont poursuivi leur mobilisation et des dizaines de milliers de personnes sont descendues dans la rue jeudi soir. Contrairement aux jours précédents, le rassemblement a lieu en deux endroits différents : devant le Parlement, lieu traditionnel pour les manifestations, et sur la place des Héros, où trône un monument en mémoire des soldats géorgiens morts au combat. Les manifestants ont bloqué la route menant à cette place. La police a arrêté plusieurs d'entre eux et fait usage de gaz poivré, comme la veille. En signe de solidarité avec les personnes interpellées, les manifestants se trouvant devant le Parlement ont défilé vers la place des Héros.

Après l'effondrement d'une autoroute en raison de pluies diluviennes, la Chine inquiète des conséquences du réchauffement climatique

Quarante-huit personnes sont mortes dans la province du Guangdong, après un glissement de terrain qui a emporté une section d'autoroute. Les autorités font le lien entre les pluies particulièrement intenses et le changement climatique selon le monde fr.

Un glissement de terrain qui a emporté une section d'autoroute a fait 48 morts dans la province du Guangdong (sud-est de la Chine). Cette région subit depuis un mois des pluies intenses, que les officiels chinois lient au

changement climatique. Deux des quatre voies de la route se sont effondrées à proximité de la ville de Meizhou, peu après 2 heures du matin, mercredi 1er mai, au premier jour des congés chinois de la fête du travail.

Une vingtaine de voitures ont été emportées. « La plupart des véhicules ont été ensevelis dans la coulée. Ils ont été recouverts d'un important volume de terre », a expliqué Wen Yongdeng, le secrétaire du Parti communiste pour le bureau des urgences de Meizhou.

Les secours ont été compliqués par les pluies continues et la possibilité de nouveaux éboulements.

La région autour de Meizhou a connu 56 centimètres de pluie au cours des quatre dernières semaines, plus de quatre fois les niveaux enregistrés en 2023. Le Guangdong, poumon industriel et province la plus peuplée de Chine avec 127 millions d'habitants, subit depuis le début du mois d'avril des records de précipitations qui ont conduit à des inondations



ELECTIONS EUROPÉENNES :

Le discours d'Emmanuel Macron à la Sorbonne décompté comme du temps de parole de son camp

L'Arcom, saisi par Les Républicains, a estimé que les propos du chef de l'Etat présentent « dans leur intégralité un lien direct avec l'élection » prévue le 9 juin, selon le monde fr.

Une semaine après le discours d'Emmanuel Macron à la Sorbonne sur l'Europe, l'Arcom, régulateur de l'audiovisuel, a estimé, jeudi 2 mai, qu'il doit être décompté dans son « intégralité » comme temps de parole pour le camp présidentiel dans le cadre de la campagne des élections européennes.

Dans un courrier adressé au parti Les Républicains (LR), qui l'avait saisi, l'Arcom estime que, « si les propos du président de la République n'exprimaient pas un soutien explicite à la liste



conduite par Mme Valérie Hayer, ils présentaient néanmoins, dans leur intégralité, un lien direct avec l'élection ».

Le régulateur souligne notamment que ces propos, « contribuant à dresser un bilan de l'action passée et exposant les éléments d'un programme, pouvaient avoir une incidence sur le scrutin » du 9 juin. L'autorité indépendante observe

également que ce discours, de près de deux heures, a été prononcé « alors que la campagne électorale est pleinement engagée ». Les différentes antennes ayant retransmis le discours vont donc devoir en tenir compte, en équilibrant les temps de parole des autres listes engagées dans ce scrutin.

Le parti dirigé par Eric Ciotti avait

écrit au régulateur le jour même du discours, afin que l'intégralité de ce discours, qu'il qualifiait « d'opération de propagande électorale », soit décomptée « du temps de parole de la liste » du camp présidentiel – Renaissance, MoDem, Horizons et UDI –, menée par Valérie Hayer. Depuis le 15 avril, et comme avant chaque élection, télé et radios sont tenues de respecter un principe d'équité dans le traitement des forces politiques, avant le scrutin du 9 juin.

« Un sujet d'iniquité entre les candidatures » Sur Public Sénat le 26 avril, le premier secrétaire du Parti socialiste, Olivier Faure, avait aussi annoncé son intention de solliciter l'Arcom : « Il est curieux

que le chef de l'Etat, à ce moment-là de la séquence, prenne la parole, mobilise les chaînes de télévision, le fasse comme s'il était la tête de liste de sa propre liste, mais sans [que son temps de parole soit] décompté ». Il avait alors évoqué « un sujet d'iniquité entre les candidatures ». Les chaînes de télévision elles-mêmes se sont interrogées et certaines ont questionné le régulateur, comme BFM-TV.

Au lendemain de son discours, Emmanuel Macron était revenu sur le sujet après les critiques provenant des oppositions. « C'était une parole de président de la République hier. Après, les règles sont définies par d'autres et c'est très bien et en indépendance », avait-il estimé.

La Turquie suspend toute relation commerciale avec l'Etat hébreu

Le ministre des affaires étrangères israélien avait affirmé plus tôt jeudi que le président turc, Recep Tayyip Erdogan, avait « rompu les accords [entre Israël et la Turquie] en bloquant les importations et les exportations israéliennes dans les ports » selon le monde fr.

La Turquie a suspendu, jeudi 2 mai, ses relations commerciales avec Israël, après avoir déjà restreint en avril ses exportations vers ce pays en réponse à la guerre à Gaza, a annoncé le ministère du commerce turc. « Les exportations et les importations en relation avec Israël ont été suspendues », a fait

savoir le ministère, marquant une nouvelle étape dans la dégradation des relations entre les deux pays.

« La Turquie appliquera ces nouvelles mesures de manière stricte jusqu'à ce que le gouvernement israélien autorise un flux ininterrompu d'aide humanitaire vers Gaza », ajoute le ministère dans un communiqué.

Le ministre des affaires étrangères israélien, Israel Katz, avait affirmé plus tôt jeudi que le président turc, Recep Tayyip Erdogan, avait « rompu les accords [entre Israël et la Turquie] en bloquant les importations et les exportations israéliennes

dans les ports ». Le chef de la diplomatie israélienne a dit vouloir « créer des options de remplacement au commerce avec la Turquie, en se concentrant sur la production locale et les importations en provenance d'autres pays ».

Colère croissante de la population turque
Le ministre du commerce turc n'a pas précisé si les exportations de pétrole azerbaïdjanais vers Israël via le port turc de Ceyhan (Sud) étaient concernées par la décision d'Ankara. Selon des analystes, cités par l'Agence France-Presse, plus du tiers des besoins en pétrole d'Israël transitait encore



récemment par ce port turc de la Méditerranée.

En réponse à la guerre à Gaza et à une colère croissante dans la population turque contre le maintien des relations

commerciales avec Israël, la Turquie avait restreint début avril les exportations vers Israël de nombreuses marchandises, dont des produits composés d'acier, de fer et d'aluminium.

LIBAN :

L'Union européenne annonce une aide d'un milliard d'euros pour soutenir l'économie

La cheffe de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a également déclaré, jeudi, « compter sur une bonne coopération » des autorités libanaises dans la lutte contre l'immigration clandestine vers l'Europe, selon le monde fr.

La cheffe de la Commission européenne a annoncé, jeudi 2 mai, à Beyrouth une aide d'un milliard d'euros pour soutenir la « stabilité socio-économique » du Liban. Les fonds seront « disponibles à partir de cette année jusqu'en 2027. Nous voulons contribuer à la stabilité socio-économique du Liban », a déclaré Ursula von der



Leyen, ajoutant « compter sur une bonne coopération » des autorités libanaises dans la lutte contre l'immigration clandestine vers l'Europe.

Le Liban, frappé par une crise économique depuis 2019 dit

accueillir près de deux millions de réfugiés syriens, soit le plus grand ratio par habitant au monde. Le petit pays méditerranéen, frontalier de la Syrie, n'a de cesse d'exhorter la communauté internationale de

les rapatrier, les armes s'étant tuées dans plusieurs régions syriennes.

Les migrants, demandeurs d'asile et réfugiés qui quittent le Liban par bateau à la recherche d'une vie meilleure en Europe se dirigent souvent vers Chypre, qui affirme être en première ligne face aux flux migratoires au sein de l'Union européenne (UE).

Encourager à rentrer volontairement

« La réalité actuelle de cette question est devenue plus grande que la capacité du Liban à la traiter », a déclaré le premier ministre libanais, Najib Mikati, lors d'une conférence de presse

en présence de Mme von der Leyen et du président chypriote, Nikos Christodoulides. « Nous renouvelons notre demande à l'UE, (...) d'aider les personnes déplacées dans leur pays [d'origine et non au Liban], pour les encourager à rentrer volontairement », a-t-il poursuivi.

De son côté, Chypre, qui fait état d'une augmentation des arrivées de ressortissants syriens, estime que la guerre entre Israël et le Hamas à Gaza, qui a déclenché des violences à la frontière israélo-libanaise, a affaibli les efforts de Beyrouth pour empêcher les départs.

AIDE AU DÉVELOPPEMENT :

Alors que les pays les plus pauvres s'enfoncent dans la crise, les Etats les plus riches coupent dans leurs budgets

Pour la première fois depuis le début du siècle, les 75 pays les plus pauvres sont en plein décrochage. Le tiers d'entre eux est plus pauvre qu'en 2020 et ne s'est toujours pas remis de la crise liée au Covid-19. La moitié est en situation de surendettement, avec une charge de la dette alourdie selon le monde fr.

« Un moment historique pour la solidarité internationale. » Ces paroles du président kényan, William Ruto, prononcées lundi 29 avril, à Nairobi, lors du sommet consacré à la reconstitution du fonds de

l'Association internationale de développement (AID), donnent la mesure des attentes des pays pauvres en matière d'aide, alors que leur situation économique ne cesse de se dégrader. Ce fonds, réservé aux 75 pays les plus pauvres de la planète, est la première source d'aide au développement au monde. En vue du tour de table prévu en décembre pour reconstituer le fonds sur une durée de trois ans, Ajay Banga, le président de la Banque mondiale, a dit espérer une collecte de fonds de 100 milliards de dollars (93,7 milliards d'euros),

contre 93 milliards en 2021. Dans un rapport publié mi-avril, la Banque mondiale alertait sur la « grande inversion » de la trajectoire des pays les plus pauvres. Pour la première fois depuis le début du siècle, ces derniers sont en plein décrochage, c'est-à-dire que l'écart de leur produit intérieur brut (PIB) avec celui des pays les plus riches s'est creusé au cours des cinq dernières années. Le tiers d'entre eux est plus pauvre qu'en 2020 et ne s'est toujours pas remis de la crise liée au Covid-19. La moitié est en situation de surendettement,



avec une charge de la dette alourdie, à la suite de la hausse des taux d'intérêt dans le monde, ce qui les oblige à réduire leurs dépenses. « Ils

font face à des difficultés à la fois nationales et extérieures », explique Ayhan Kose, économiste en chef adjoint à la Banque mondiale.

Mondial-2026 (Qualifications/ Gr.G): Algérie-Guinée fixé au jeudi 6 juin au stade Nelson-Mandela de Baraki



Le match entre l'équipe nationale de football et son homologue guinéenne, comptant pour la 3e journée (Gr.G) des qualifications de la Coupe du monde 2026, se jouera le jeudi 6 juin prochain au stade Nelson-Mandela de Baraki (20h00), a annoncé la Fédération algérienne (FAF) jeudi dans un communiqué.

La sélection nationale se déplacera ensuite pour affronter l'Ouganda à l'occasion de la 4e journée des qualifications. Le lieu et le stade de cette rencontre seront désignés ultérieurement. La Fédération ougandaise (FUFA) aspire

à jouer à domicile au stade national de Mandela à Kampala, qui n'a toujours pas reçu l'homologation de la Confédération africaine (CAF). Ce sera les deux premiers matchs officiels pour le nouveau sélectionneur national le Bosnien Vladimir Petkovic, qui avait signé ses débuts en mars dernier à l'occasion du tournoi amical FIFA-Series 2024: face à la Bolivie (3-2) et l'Afrique du Sud (3-3).

Lors des deux premières journées, disputées en novembre 2023, l'Algérie avait démarré du bon pied en alignant deux victoires de rang : à domicile face à la Somalie

(3-1) et en déplacement contre le Mozambique (2-0).

Les «Verts» occupent la tête du classement avec 6 points, avec trois longueurs d'avance sur le Botswana, la Guinée, l'Ouganda, et le Mozambique, qui comptent 3 points chacun. La Somalie ferme la marche avec 0 point.

Seul le premier à l'issue des dix journées des qualifications se qualifiera pour la phase finale du Mondial 2026 prévu aux Etats-Unis, au Canada, et au Mexique. Les quatre meilleurs deuxièmes des neuf groupes passeront par les barrages.

AS ROMA:

L'étai se resserre pour Housseem Aouar

L'arrivée de Daniele De Rossi sur le banc de l'AS Roma n'a pas apporté autant de changements pour Housseem Aouar qu'on aurait pu le penser. Bien que l'international algérien rapporte une meilleure entente avec son nouveau coach, cela ne s'est pas traduit par une augmentation de son temps de jeu.

La situation d'Aouar n'a guère évolué depuis le départ de José Mourinho. Relégué au second, voire au troisième plan sous la direction de "The Special One", le milieu de terrain algérien semble subir le même sort avec De Rossi. Pendant le mois d'avril, au cours duquel l'AS Roma a disputé 7 matchs (5 en

Serie A et 2 en Europa League), l'ancien joueur de Lyon n'a participé qu'à 3 rencontres, totalisant 98 minutes de jeu au cours du mois.

Hier, lors du match aller de la demi-finale de la Ligue Europa contre le Bayer Leverkusen, Aouar a dû regarder depuis le banc. Il en a été de même lors du deuxième match des quarts de finale contre l'AC Milan début avril. Sa présence lors du match retour contre le club allemand jeudi prochain est donc incertaine, d'autant plus que l'équipe romaine a subi une défaite 2-0 à domicile.

Alors que la saison 2023/2024 est sur le point de connaître sa conclusion, il semble que



Aouar se dirige vers une campagne assez modeste pour sa première expérience en dehors de l'Olympique Lyonnais. Avec seulement 1200 minutes jouées jusqu'à présent

(en 24 matchs), et bien qu'il ait marqué 3 buts, le joueur algérien n'a malheureusement pas eu l'opportunité de s'imposer réellement, principalement en raison de performances

irrégulières sur le terrain, malgré son sérieux aux entraînements.

Quel impact sur sa carrière internationale ?

La position de Housseem Aouar au sein de l'équipe nationale d'Algérie (10 sélections, 2 buts) semble actuellement sujette à davantage d'incertitudes. À la lumière de ses performances en cette fin de saison, il est tout à fait légitime de remettre en question si le nom du joueur sera toujours associé à la prochaine liste de convocations établie par Vladimir Petkovic pour le stage du mois de juin, qui se concentre sur les qualifications pour la Coupe du Monde 2026.

MERCATO:

Wolverhampton prépare la vente d'Ait Nouri cet été

Sensationnel cette saison avec Wolverhampton, le défenseur algérien Rayan Ait Nouri ne pouvait pas passer inaperçus chez les grands clubs de la Premier League. Déjà dans le viseur de grandes formations d'Angleterre, deux d'entre elles portent un intérêt très particulier au latéral gauche de 22 ans ces derniers temps : Manchester City et Arsenal.

Comme révélé par nos soins il y a plusieurs mois maintenant, Rayan Ait Nouri est vivement courtisé par des clubs historiques d'Angleterre. À l'approche du mercato estival, les Wolves se préparent à céder l'un de leurs joueurs phares, ayant été un pilier de l'équipe cette saison sous la direction de Gary O'Neil, avec 35 matchs

disputés, 3 buts marqués et 2 passes décisives. L'Algérien est même décrit d'"incroyable" par son entraîneur, et d'"amazing" par l'ancien attaquant anglais Alan Shearer, considéré comme l'un des meilleurs joueurs de sa génération.

Selon la presse anglaise, qui ne tarit pas d'éloges sur le talent du Fennec, Arsenal et Manchester City, en tête du classement de la Premier League, devraient se disputer sa signature cet été. L'international algérien (11 sélections) est devenu l'un des meilleurs à son poste en Premier League, attirant l'attention des entraîneurs des deux grands clubs, à savoir Pep Guardiola pour Manchester City et Mikel Arteta pour Arsenal.

Son talent et son potentiel

correspondent parfaitement aux besoins des deux clubs, qui manquent de véritables arrières gauches, ce qui a considérablement accru la valeur du joueur à leurs yeux. En effet, les Citizens comptent sur les services de Nathan Aké sur le côté gauche, tandis que les Gunners se repose sur ceux de Jakub Kiwior du même côté. Seul bémol, ces joueurs sont tous deux des défenseurs centraux de formation. Avec une évaluation de 32 millions d'euros, Ait Nouri est perçu comme un investissement prometteur pour l'avenir, offrant une solution jeune et solide à un poste crucial pour ces deux géants du football anglais.

Chelsea est également dans la course



En plus des deux équipes actuellement en tête du classement de la Premier League, Chelsea montre également un intérêt pour les services d'Ait Nouri. Cependant, le club londonien devrait récupérer son latéral gauche Ian Maatsen, prêté

au Borussia Dortmund cet hiver et qui a connu une montée en popularité significative durant son séjour en Allemagne. Il serait donc surprenant que les Blues allouent un budget supplémentaire pour un autre latéral gauche cet été.

Le PSG a un nouveau concurrent de poids pour Bernardo Silva



Hormis le PSG et le FC Barcelone, un autre cadreur européen va s'inviter dans le dossier Bernardo Silva cet été.

Comme il y a un an lorsqu'il avait finalement décidé de rempiler jusqu'en 2026 avec Manchester City, Bernardo Silva risque d'enflammer le mercato cet été. Pisté de longue date par Luis Campos, déjà à l'origine de son arrivée à Monaco en 2014, l'international portugais est aujourd'hui l'un des joueurs les plus courtisés du continent. Outre le PSG, le FC Barcelone

avait également manifesté son désir de recruter le joueur de 29 ans. Une véritable bataille que continuent de se livrer les deux clubs aujourd'hui, aussi bien sur le terrain, en atteste le quart de finale de C1 remporté par les Parisiens, que sur le mercato. Mais ces dernières semaines, les informations de la presse espagnole allaient plus dans le sens d'une signature à Barcelone. Sport indiquait à ce titre que le Citizen avait pris des renseignements auprès de João Félix et João Cancelo, prêtés chez les Culés cette saison. Des

mots élogieux, qui auraient renforcé dans l'esprit de Silva l'idée de s'installer en Catalogne, quitte à sacrifier une partie de son salaire mancomunien. Début avril, João Félix avait lui réclamé publiquement l'arrivée de son ami. Suffisant pour boucler le dossier ? Probablement pas, d'autant plus qu'un nouveau cadreur européen s'est récemment immiscé dans le dossier.

Le Bayern va s'inviter dans la danse

Comme l'indique Catalunya Ràdio, et le rapporte Mundo Deportivo ce vendredi, le Bayern

Munich tentera de déjouer les plans de Barcelone cet été. L'argument que présente le club munichoïse, c'est aussi ses ressources financières et sa capacité à faire grimper les enchères. Après le terrible affront subi en Bundesliga avec la perte du titre au profit du Bayer Leverkusen, le Rekordmeister entend bien rétablir l'ordre et se renforcer. Pour ça, il pourrait mettre le prix sans pour autant atteindre des sommes à 9 chiffres. Car il le sait, le PSG reviendra très probablement à la charge, un an après avoir proposé

une somme avoisinant les 100 millions d'euros. D'autant plus que le prochain départ de Kylian Mbappé au Real Madrid permettra aux Franciliens d'économiser 200 millions d'euros, selon Le Parisien. Quoi qu'il en soit, le Bayern Munich, demi-finaliste de Ligue des Champions cette saison, aura des arguments à faire valoir cet été. Reste à savoir si Bernardo Silva y sera sensible.

REAL MADRID:

Thibaut Courtois va débiter face à Cadix



C'est un retour qui va faire du bien au Real Madrid. Forfait depuis le début de saison après deux grosses blessures, Thibaut Courtois est enfin disponible pour assurer dans les cages du club merengue. En conférence de presse, Carlo Ancelotti a annoncé que le portier belge allait commencer ce week-end face à Cadix. Et si le technicien italien devrait le laisser au repos face au Bayern en C1, cela pourrait peut-être changer... «Thibaut Courtois va bien et il jouera demain. C'est une très bonne nouvelle

pour nous, comme le retour de Militao. Il est très excité et nous sommes tous ravis qu'il puisse revenir. Ensuite ? Mais... la finale que nous avons en tête est celle de mercredi contre le Bayern Munich, où va jouer Lunin. Ensuite, nous verrons qui jouera dans les buts... Tu veux me demander si Courtois peut jouer une hypothétique finale après la blessure qu'il a eue ? Mais on ne pense pas à dans un mois. Nous verrons» a-t-il lancé.

Un autre grand ami de Lionel Messi se rapproche de l'Inter Miami



Après Luis Suarez, Sergio Busquets ou encore Jordi Alba, Lionel Messi pourrait voir un nouvel ami débarquer à l'Inter Miami. Selon les informations du média argentin TNT Sports, il s'agirait d'Ángel Di María, côtoyé en sélection et au PSG. Sous contrat jusqu'en juin avec Benfica, le champion du monde 2022 avait initialement pour ambition de revenir à Rosario, le club de ses débuts. Mais à

l'évidence, cela ne se fera pas après les menaces de narcotrafiquants le ciblant lui et sa famille. Attentif au dossier, l'Inter Miami aurait déjà entamé des négociations avec le joueur de 36 ans selon la presse argentine. Mais pour conclure cette opération, la franchise floridienne devra se conformer au fair-play financier de la MLS, et dégraisser son effectif.



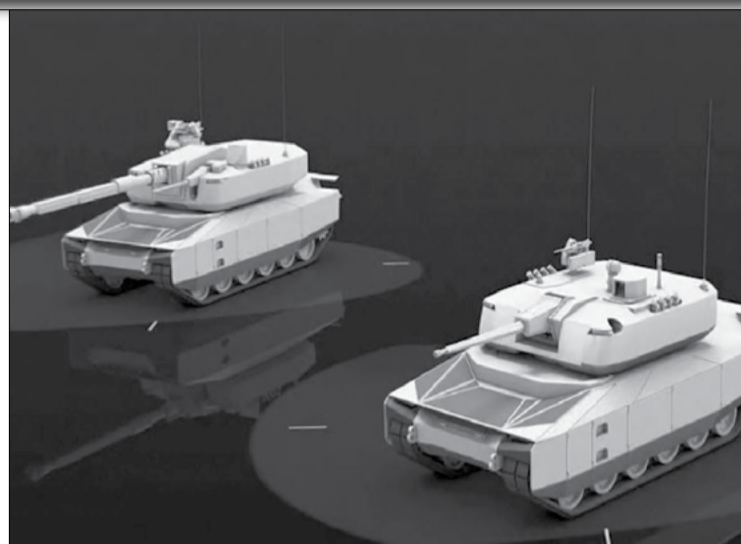
MGCS

À quoi ressemblera le char le plus avancé au monde ?

Le développement du « char du futur » franco-allemand va enfin démarrer. Prévu pour 2040, le remplaçant du Leopard 2 allemand et du Leclerc français ne sera pas qu'un char traditionnel, mais un blindé hyperconnecté bardé d'IA et d'équipements défensifs et offensifs innovants.

« Ce n'est pas le char du futur mais le futur du char », voici ce qu'a déclaré il y a quelques jours le ministre des Armées Sébastien Lecornu, lors de la signature avec son homologue allemand d'un partenariat sur le développement du char du futur (MGCS). Un projet de longue date puisqu'il a été initié en 2012, mais pour lequel de nombreux points de divergence, notamment au sujet des futures exportations du char, avaient freiné sa mise en œuvre.

Il faut rappeler qu'avant la guerre en Ukraine, les chars d'assaut n'étaient plus considérés comme une priorité par les armées occidentales. Les Leclerc français n'ont été engagés que pour quelques opérations d'interposition depuis le début des années



1990. De même, leur usage était inadapté aux terrains des opérations extérieures menées par la France durant vingt ans. Alors que l'on parlait du crépuscule du char de combat, le conflit actuel de haute intensité force à constater qu'il est encore irremplaçable.

Mais le char du futur MGCS pour Main Ground Combat System ou « système principal de combat terrestre », n'est pas pour demain. Il ne devrait être opérationnel qu'à l'horizon 2040 et visera à remplacer le Leopard 2 et le Leclerc. Modernisé, ce dernier perdurera encore avec l'arrivée du MGCS.

Le programme coûtera autour de 100 milliards d'euros. Financé à parts égales entre la France et l'Allemagne. Ce sont les industriels allemands qui conduiront le projet. KNDS (Nexter), et les Allemands Rheinmetall et Krauss-Maffei Wegmann seront les fers de lance du développement. Pour le côté technologique, ils seront accompagnés par Safran, MBDA ou Thales, et une myriade de petites sociétés travaillant pour la défense.

Plus qu'un char d'assaut, un système de combat hyperconnecté

pas seulement un avion du futur, le MGCS n'est pas un simple char d'assaut high-tech, mais un véritable système d'arme global. Sa force sera son interconnexion avec les autres blindés de combats, qu'il s'agisse de chars Leclerc, de blindés d'attaque rapide ou de reconnaissance, mais aussi des drones aériens et terrestres. Une IA sera à la manœuvre pour gérer les flux d'informations et aider les militaires à prendre les meilleures décisions au combat. Autrement dit, il s'agira d'un char connecté à un réseau « cloud » dédié au combat, à l'instar du Scaf. Les différentes composantes partageront également leurs données via des satellites aux armées partenaires et aux autres corps d'armées, comme la marine ou l'armée de l'air.

Un char étant constitué de quatre fonctions essentielles - mobilité, puissance de feu, protection et information -, le développement du MGCS sera réparti en huit piliers : avec la constitution de la plateforme, puis de la tourelle et du canon. Ce dernier sera capable de tirer deux fois plus loin que le char Leclerc dont la

portée est de 4 000 mètres. De l'armement innovant sera implanté avec des lasers anti-drones, des munitions pilotées, des drones aériens et terrestres. Pour la protection, il s'agira de capteurs dont certains seront dotés d'une capacité d'observation allant jusqu'à 10 000 mètres. On trouvera aussi des protections anti-drones, du camouflage actif, du blindage innovant.

Enfin, le côté connecté sera constitué de briques technologiques avec le cloud de combat, le réseau de communication et ses infrastructures. L'intelligence artificielle (IA) sera intégrée à chacun de ces piliers. D'autres industriels émanant de pays européens commencent également à envisager de s'intégrer au programme de développement.

En attendant l'arrivée de ce MGCS, la France va moderniser 200 de ses chars Leclerc pour les rendre interconnectés aux systèmes de combat collaboratif Scorpion français.

MG dévoile une hypercar électrique avec le meilleur coefficient de traînée au monde

Dévoilée par MG au salon de l'Auto de Shanghai en Chine, avec ses formes particulières l'EXE181 est l'hypercar électrique dotée du meilleur coefficient de traînée au monde. Cela en fait la voiture la plus aérodynamique du moment.

Il est taillé pour fendre l'air ! Le concept électrique EXE181, que vient de dévoiler MG au salon de l'Auto de Shanghai en Chine, serait doté d'un aérodynamisme disposant du meilleur coefficient de traînée jamais vu. Développée par le studio de design de SAIC au Royaume-Uni, l'hypercar électrique revendique un coefficient de traînée de 0,181. Un chiffre qui explique le nom retenu pour le concept et qui est aussi un rappel de celui du bolide EX181 avec lequel MG avait battu le record du monde de vitesse en 1957.

Il est étonnant de constater qu'un véhicule électrique soit plus aérodynamique que

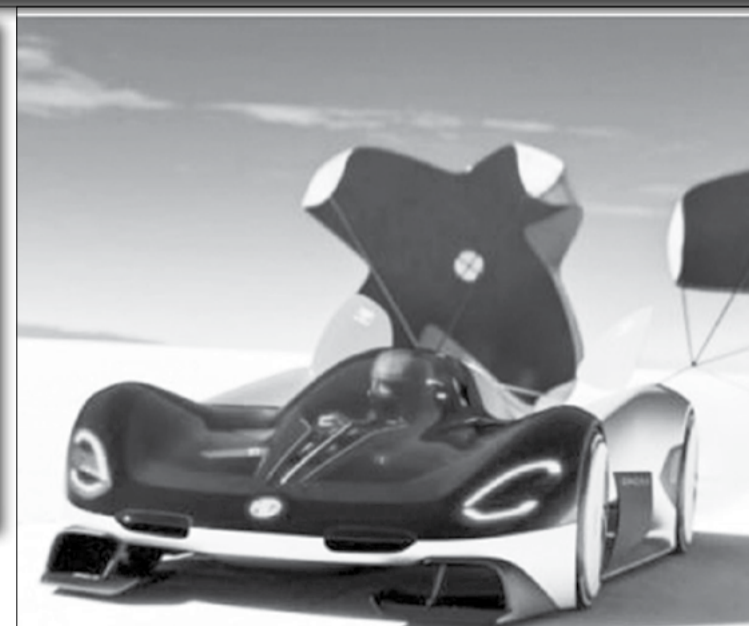


son équivalent en hypercar thermique. D'autres voitures électriques sont déjà très douées en la matière. C'est notamment le cas de la Xiaomi SU7. Elle dispose d'un coefficient de 0,195. De son côté, la Tesla Model S Plaid atteint les 0,208. En revanche, les bolides thermiques les plus rapides, comme les Bugatti, ou la Koenigsegg ont des coefficients

de traînée supérieurs à 0,270. Vers un modèle commercial

Il faut dire qu'il faut évacuer la chaleur émise par les moteurs thermiques. De même, les collecteurs d'air, pour les refroidir viennent engendrer de la traînée. À cela s'ajoute la force d'appui à grande vitesse qui génère d'autant plus de traînée.

Avec cet aérodynamisme, MG



affirme que son EXE181 peut accélérer de 0 à 100 km/h en 1,91 seconde. L'auto a été justement développée en soufflerie avec comme objectif principal la vitesse. À priori, le passage du concept au véhicule de série pourrait bien avoir lieu selon quelques rumeurs. MG fête en

effet son 100e anniversaire cette année et certains pensent que cet âge symbolique mériterait d'être accompagné par ce type de bolide d'exception à l'occasion d'une production en une série limitée.



Quelles sont les 4 catégories d'aliments à privilégier pour éviter l'arthrose ?

L'arthrose peut se soigner de façon naturelle ou être évitée grâce à de bonnes habitudes alimentaires. Le Dr Catherine Lacrosnière, médecin nutritionniste, dévoile quels aliments sont à privilégier pour adopter une alimentation anti-inflammatoire.

En France, 10 millions de personnes, dont 65% âgées de plus de 65 ans, seraient touchées par l'arthrose selon l'Inserm. Si elle est le rhumatisme le plus fréquent, l'arthrose n'est pas une fatalité. Bien au contraire, depuis quelques années, des études démontrent que l'on peut facilement prévenir ou ralentir la progression de l'arthrose grâce à un régime alimentaire anti-inflammatoire pauvre en produits industriels et en aliments d'origine animale.

Sardines, maquereaux... Prévenir l'arthrose grâce aux poissons gras

Les poissons et les fruits de mer sont les seuls aliments fournissant des oméga 3 essentiels EPA et DHA, dont l'effet anti-inflammatoire est démontré. Il est recommandé de consommer des poissons gras 2 fois par semaine. De petites études menées sur des volontaires souffrant d'arthrose ont montré que l'huile de poissons consommée sur plusieurs mois diminue les douleurs et raideurs articulaires. Le conseil du médecin : «Préférez les plus petits poissons, harengs, maquereaux et sardines, moins à risque de contenir des polluants que les gros (saumons et thons). Vous pouvez très bien les acheter en conserve». Quand on n'aime pas le poisson, on peut compenser par des capsules d'huile de poisson ou de schizochytrium (une microalgue).

Quels fruits et légumes privilégier pour ralentir l'arthrose ?



Leurs cocktails naturels d'antioxydants (bêta-carotène, vitamines C et E, cuivre, manganèse...) freinent l'usure des cartilages. Certains polyphénols sont anti-inflammatoires : ceux des petits fruits rouges, des agrumes, des pommes et des olives semblent soulager l'arthrose. Les choux, salades vertes, épinards et blettes apportent de la vitamine K, essentielle à la solidité des articulations.

Le conseil du médecin : «Le minimum conseillé est de 400 g par jour, sachant que 100 g correspondent à 1 petite pomme ou orange, 1 tomate moyenne ou 3 cuil. à soupe de légumes cuits. Privilégiez les produits de saison, plus riches en micronutriments, et variez le plus possible puisque chacun a une composition spécifique. On trouve par exemple la vitamine C dans le kiwi, les agrumes, les fraises, les choux et les poivrons, et du bêta-carotène dans les abricots, les carottes, les potirons et les épinards».

Curcuma, gingembre... les herbes de et épices peuvent prévenir l'arthrose

Elles complètent l'apport d'antioxydants et de polyphénols anti-inflammatoires. Des études ont démontré les effets bénéfiques de

la curcumine, issue du curcuma et du gingérol, principe actif du gingembre sur l'arthrose. Le carnosol, composé du romarin permettrait également de réduire l'inflammation dans les cartilages. Le conseil du médecin : «Les doses consommées pour les études dépassent parfois celles utilisées en cuisine. Mais quand on en met dans chaque plat, en les diversifiant, on a réellement un effet préventif, récemment pointé par un groupe de chercheurs américains*. Les polyphénols du thé vert pourraient également retarder le développement de l'arthrose».

Meilleur équilibre du microbiote intestinal : les aliments fermentés

Ils contribuent à un meilleur équilibre du microbiote intestinal, dont la composition détermine le niveau d'inflammation de l'organisme. Celui des personnes souffrant de rhumatismes est souvent déséquilibré et riche en bactéries qui libèrent des composés pro-inflammatoires.

Des chercheurs de l'Université de Stanford (USA) ont montré que la consommation quotidienne de 6 portions d'aliments

fermentés restaure la diversité du microbiote et diminue les marqueurs sanguins de l'inflammation. Le conseil du médecin : «Alternez entre les yaourts, les kéfirs de lait ou de fruits, le cottage cheese, les fromages à pâte non cuite, les légumes et jus de légumes lactofermentés, les olives, le miso, le kombucha... Une étude hollandaise a montré que le risque d'arthrose du genou réduisait de 32% chez les plus gros consommateurs de produits laitiers non écrémés. Les fibres sont aussi très importantes pour augmenter la proportion des bactéries anti-inflammatoires dans le microbiote : en plus des fruits et légumes, vous pouvez manger des produits céréaliers complets (pain complet, de seigle, aux céréales, flocons d'avoine...)»

Eviter les produits industriels

La compilation de plusieurs études réalisée par des chercheurs de l'Université de Melbourne (Australie) conclut à une augmentation de 4% du taux de Protéine C Réactive, marqueur sanguin de l'inflammation, pour chaque portion supplémentaire de 100 g d'aliments ultra-transformés (produits panés, céréales, sauces...). Ils peuvent contenir des additifs (certains émulsifiants qui

sont des agents de texture ou des édulcorants intenses tels que l'aspartame) qui déséquilibrent le microbiote. Ils ont souvent un index glycémique élevé, sur-stimulant la production d'insuline, dont l'excès favorise l'inflammation. Le conseil du médecin : «L'idéal est de n'utiliser ces aliments qu'en dépannage et de cuisiner maison. Limitez également les autres aliments pro-inflammatoires : sucreries, viandes (maximum 500 g par semaine), charcuteries (150 g) et grillades.»

Ralentir l'arthrose : surveiller le poids et le cholestérol

Les kilos en trop favorisent ou aggravent l'arthrose, directement en pesant sur les articulations, et indirectement parce que les cellules graisseuses produisent des cytokines pro-inflammatoires. Des études récentes montrent qu'un excès de cholestérol accélère la dégradation des cartilages en augmentant les phénomènes d'oxydation. Dans les deux cas, le mieux est d'adopter une alimentation riche en fibres. Elles améliorent le rassasiement et aident à réduire le mauvais cholestérol (LDL).

Soulager les douleurs articulaires : pratiquer une activité physique

Contrairement aux idées reçues, l'activité physique soulage les douleurs articulaires. Pratiquée régulièrement, elle a un effet anti-inflammatoire, stimule le renouvellement des cellules des cartilages et aide à contrôler le poids. «Le minimum requis est de 30 min par jour. Si vous n'êtes pas sportif, commencez par de la marche active. Un kiné ou un coach formé au sport santé peut vous guider sur le choix d'exercices adaptés à votre condition physique».



À quelle fréquence faut-il refaire sa coloration cheveux?

Changer de couleur de cheveux, c'est tentant, mais cela demande de l'entretien. Avant de franchir le pas, découvrez les conseils d'une professionnelle pour connaître la fréquence d'entretien que va demander votre nouvelle coloration en fonction de la technique choisie.

Que vous souhaitiez camoufler quelques cheveux blancs ou tout simplement changer de tête momentanément, vous envisagez une coloration, sans vraiment savoir ce que cela implique en termes d'entretien, ni vers quelle technique vous tourner. Ambre Dupont, coiffeuse au studio CUT BY FRED, nous éclaire.

Teinture des cheveux : quel délai entre deux colorations cheveux ? Une coiffeuse répond

Si on reprend la question à la racine (sans mauvais jeu de mots), on doit en général retourner chez le coiffeur dès lors que nos cheveux ont poussé et donc que notre base naturelle vient créer une démarcation avec la coloration réalisée. «En moyenne nos cheveux poussent d'un centimètre par mois», entame la professionnelle. Quant à la fréquence de vos passages en salon, pour Ambre Dupont, tout dépend du rapport de chacun avec son image.

Quand refaire une coloration sur les racines pour cacher ses cheveux blancs ?

«Si on a une coloration qui couvre à 100 % les cheveux blancs et que nos racines repoussent, tout est une question de choix personnel... Est-ce qu'on peut s'aimer un peu ? Beaucoup ? Ou pas du tout avec des racines visibles... ?», explique-t-elle. Avant de préciser : «Si la réponse est pas du tout, vous êtes bonne pour voir votre coiffeur préféré toutes les 4 semaines, quand d'autres



pourront attendre tous les 2 mois ! On doit faire en fonction de soi surtout et de l'acceptation de son reflet !», résume-t-elle.

Balayage, coloration permanente, temporaire, au henné : quelle est la meilleure couleur pour couvrir les cheveux blancs sans demander trop d'entretien ?

Le balayage
Ambre Dupont précise que pour celles qui préfèrent se tourner vers une solution qui demande moins d'entretien, le balayage (miel, caramel...) sera une option plus adaptée. «Ça peut être tous les 6 mois, mais son rôle n'est pas le même !», nuance cependant l'experte. «Le but d'un balayage est d'apporter de la lumière, de créer de la dimension dans la chevelure, de jouer avec l'éclat naturel et ainsi éviter l'effet « racine », que l'on a avec les colorations permanentes», ce qui permet donc d'espacer les passages chez le coiffeur. «On pourra bien sûr estomper et adoucir les cheveux blancs en peignant des sections là où le besoin se fait sentir mais pas question d'effacer complètement tous les cheveux blancs ! L'idée est plutôt de créer quelque chose de fondu et d'éviter l'effet repousse, c'est

la solution idéale si on a envie de s'accepter avec ses cheveux blancs tout en les masquant un peu !», illustre-t-elle.

La coloration ton sur ton

Une solution intermédiaire sera «la coloration ton sur ton ou semi-permanente», comme le rappelle Ambre Dupont. Cette dernière couvre jusqu'à 70 % des cheveux blancs. «En gros ça va colorer la chevelure sans toucher à sa pigmentation, tout en donnant un effet naturel. À chaque shampooing la coloration ton sur ton va doucement disparaître et donc il n'y aura pas d'effet racines au moment de la repousse...», explique l'experte capillaire. Avec la coloration ton sur ton, elle ajoute que les passages chez le coiffeur sont à prévoir «dès que l'on ressent le besoin d'estomper les cheveux blancs à nouveau, soit en moyenne tous les 2 mois ; et jusqu'à 4 mois pour certaines».

La coloration permanente

La dernière étape, vous l'aurez deviné, c'est la coloration permanente. «Avec elle, on dit complètement au revoir aux cheveux blancs, en revanche on se lance dans un rythme plus intensif niveau coiffeur, avec des rendez-vous toutes les 4 semaines en moyenne... après

encore une fois, c'est à chaque personne de voir combien de temps elle s'accepte avec ses racines ou pas», précise Ambre Dupont.

La coloration temporaire

Si vous voulez espacer un peu les rendez-vous chez le coiffeur, il est possible de se tourner vers des colorations dites temporaires que l'on peut réaliser à la maison. «C'est une coloration non invasive c'est-à-dire qu'elle ne va pas pénétrer dans la tige capillaire mais rester en surface sur l'écaïlle du cheveu et donc disparaître complètement après une quinzaine de shampooings», précise Ambre Dupont. Avant de nuancer : «c'est plus pour s'amuser ou une super solution en attendant d'avoir rendez-vous au salon !».

Le henné

Pour les adeptes des méthodes naturelles, la coiffeuse rappelle qu'il est possible de colorer ses cheveux au henné. «Là, on n'abîme pas les cheveux du tout, au contraire même ça va les protéger des agressions extérieures et leur donner de beaux reflets... mais pareil que pour la coloration permanente, il faut voir son coiffeur tous les mois et ça va durer des heeueurs niveau temps de pause», ajoute la spécialiste.

Pourquoi faut-il opter pour des shampooings pour cheveux colorés ?

Pour prolonger l'éclat d'une coloration, le plus longtemps possible, il est nécessaire d'effectuer de petits ajustements à sa routine capillaire. Et cela passe notamment par le fait d'adopter des gammes de produits spécifiquement prévues pour les cheveux colorés. Ces derniers permettront de préserver l'éclat sans ternir la couleur. On peut aussi se tourner vers un masque repigmentant qui va permettre notamment

de neutraliser les reflets non désirés. Attention également à ne pas laver vos cheveux colorés trop souvent.

Quelle est la couleur de cheveux la plus tendance du printemps ?

Cette saison, plusieurs couleurs de cheveux dominent l'univers des tendances capillaires. Donc si vous êtes en panne d'inspiration pour le choix de la coloration à faire, vous pouvez vous tourner vers les plus en vogue du moment. Vous avez une base plutôt claire ? Laissez-vous tenter pour la nouvelle nuance Softly Sun-kissed Blonde ou encore le strawberry blonde. Plutôt team brune ? Optez pour le cherry chocolate brunette ou encore la charcoal brunette qui sera canon et ultra-brillant.

Quelle est la couleur de cheveux qui me va le mieux en fonction de ma carnation ?

Pour être sûre de choisir LA bonne coloration, celle qui correspondra parfaitement à votre carnation, le coiffeur de célébrités Jamie Wiley a partagé ses conseils dans le média SheFinds. Pour cela, il recommande de prendre en compte à la fois la carnation et les sous-tons de la peau, pour savoir s'ils sont plutôt froids, chauds ou neutres. Pour cela, l'astuce la plus connue consiste à regarder la couleur de vos veines au niveau de votre poignet (ou avant-bras). Elles sont vertes ? Vous avez des sous-tons sont chauds. Bleues et violette ? Vos sous-tons sont froids. Et si c'est un mélange, alors vos sous-tons sont neutres. Un buttery blond sera par exemple idéal pour une personne à la peau claire et sous-tons chauds, quand un blond cendré sera plus adapté à une peau foncée avec des sous-tons froids. Pour en savoir plus sur la coloration à adopter en fonction de votre carnation, découvrez notre article sur le sujet.

Boostez votre routine beauté en évitant ces 11 erreurs fréquentes

Pour s'épiler seule les sourcils, Melina Cespedes recommande la pince à épiler. Elle explique que c'est le moyen idéal pour enlever les poils individuellement pour obtenir la forme parfaite. C'est aussi une option plus douce pour la peau à la différence de la cire et du fil qui peuvent sensibiliser l'épiderme. C'est aussi la

technique idéale pour les peaux matures. Plus fines, elles sont plus fragiles et tolèrent donc moins la cire.

Concernant la fréquence, Robin Evans précise qu'il s'agit d'une question de préférence personnelle. En règle générale, toutes les deux à trois semaines convient très bien. «C'est à ce

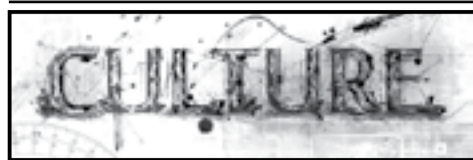
moment-là que vous verrez une certaine repousse et que vous pourrez commencer à les épiler avant que les sourcils ne soient complètement développés», précisant qu'il est aussi possible d'attendre plus longtemps, toutes les six à huit semaines : cela permet de respecter le cycle de pousse du poil, et donc de minimiser les dommages et

traumatismes sur les follicules pileux. Cela dépend aussi de la vitesse de pousse de vos sourcils et de leur épaisseur.

Comment bien épiler ses sourcils à la pince à épiler ?

Melina Cespedes conseille de commencer par nettoyer la zone à épiler avec un nettoyant doux et d'épiler les poils des

sourcils progressivement de l'intérieur vers l'extérieur. Elle ajoute qu'il faut veiller à retirer un poil à la fois, dans le sens de la pousse, et légèrement en biais pour minimiser la douleur, l'inconfort, mais aussi pour qu'il repousse bien.



Leve Palestina

Un nouveau livre de solidarité avec le peuple palestinien

Un nouveau livre intitulé «Leve Palestina» (Vive la Palestine), édité en 2024 par la maison d'édition «Media Index» et coécrit par un groupe de poètes algériens pour exprimer leur solidarité avec le peuple palestinien, est actuellement en exposition au Salon national du livre «Hassiba Benbouali» de Chlef (1er-4 mai).

«Écrit dans 154 pages, en arabe et en français, ce nouveau livre s'inscrit dans le cadre de la solidarité avec le peuple palestinien et la documentation des sacrifices des choucha et de la résistance du peuple palestinien, particulièrement lors de la dernière agression sioniste», a indiqué, dans une déclaration à l'APS, la directrice de la maison



d'édition «Media Index», Malika Chaâlal qui participe au Salon.

Elle a ajouté que l'idée de cette nouvelle publication, à laquelle ont pris part plus de 20 poètes de différentes régions du pays, avec des poèmes louant le courage, les sacrifices et l'héroïsme

des Palestiniens face à toutes les formes de persécution et de crimes contre l'humanité, «se veut un enrichissement pour l'importante production littéraire réalisée dans ce domaine, tout en contribuant, grâce aux ventes de ce livre, aux opérations de solidarité dédiées au peuple

palestinien».

Parmi les poètes ayant pris part à ce livre, Nadia Belkacemi et Fateh Agrane.

La majorité des poèmes sont accompagnés d'illustrations de l'artiste tunisien Faouzi Mouaouia, un fait ayant conféré une touche artistique de valeur à ce livre.

A noter que la maison d'édition «Media Index» a déjà organisé plusieurs séances de vente dédiées de ce livre lors de nombre d'expositions.

Le poète Fateh Agrane, d'Alger, un des participants à cette œuvre avec deux poèmes, le premier étant composé de vers inspirés des lettres du mot «Palestine», et le second intitulé «Les innocents» sur les enfants palestiniens victimes de

bombardements quotidiens, a déclaré que ce livre exprimait la «position de solidarité des poètes et des hommes de lettre avec le peuple palestinien».

Approchés par l'APS, de nombreux visiteurs du Salon ont salué cette initiative littéraire, estimant que la solidarité avec la cause palestinienne doit s'exprimer sous toutes les formes possibles et par toutes les catégories de la société.

A noter la participation au Salon national du livre de plus de 20 maisons d'édition, avec la présentation d'innombrables titres et de publications dans différentes langues sur l'histoire, la littérature et les sciences, entre autres.

Cet événement culturel sera clôturé samedi prochain.

Hasna El-Bacharia, une icône de la musique Diwane

Hasna El-Bacharia, célèbre interprète du chant et musique Diwane décédée mercredi à Béchar à l'âge de 74 ans, est considérée dans le milieu artistique et par ses admirateurs d'ici et d'ailleurs, comme une icône qui aura marqué, durant près d'un demi-siècle, ce style musical du Sud-Ouest algérien.

Cette célébrité lui vient du fait qu'elle soit la première femme de toute l'histoire de la musique Diwane à jouer avec perfection du Goumbri, cet instrument de musique ancestral à cordes réservé jusque-là aux hommes, appelés précisément «Maâlims» (Maîtres), selon les propos d'Abdelmadjid Ziane, musicien au groupe Diwane El-Waha.

Maitrisant également à la perfection d'autres instruments de musique comme la guitare, le luth, la mandole et l'harmonica, la

défunte artiste a laissé derrière elle un riche répertoire de chants et de musique, reflétant la richesse du patrimoine culturel de la Saoura, a indiqué, pour sa part, Noureddine Rahou, président de l'Association culturelle et artistique saharienne.

Native de Béchar en 1950, la défunte a, durant toute sa carrière artistique, pris une part très importante dans la mise au-devant de la musique Diwane, de même qu'elle a contribué à travers ses œuvres à préserver un pan du patrimoine culturel du pays en l'occurrence la musique Diwane, ont-ils souligné.

Rendue célèbre localement, durant les années 70, à travers son animation des mariages et autres fêtes familiales à Béchar et à travers aussi d'autres villes du Sud et du Nord du pays, Hasna El-Bacharia a rejoint Paris (France) dans les années 90, où elle s'est fait connaître

au large public via son tube «Djazaïr Johara» (L'Algérie, la perle).

Cet album a permis son lancement sur la scène nationale et internationale où elle donnera plusieurs représentations en Europe notamment en France, Italie, Portugal, de même qu'au Canada et en Egypte où elle a fait connaître davantage la musique Diwane au féminin, au grand public.

L'artiste a aussi contribué avec l'autre chanteuse phare de Béchar Souad Asla, à la création et aux tournées nationales et internationales du groupe féminin «Lemma», de chant et musique de la Saoura, et ce, dans le but de mettre en exergue le patrimoine musical féminin de cette région du Sud-ouest du pays.

Grâce à sa dextérité dans le jeu du Goumbri et son long parcours artistique, la réalisatrice algéro-canadienne



Sara Nacer, lui a consacré un film-documentaire intitulé «La Rockeuse du Désert», d'une durée d'1h15 min, tourné et réalisé sur une période de presque dix (10) ans, qui constitue un portrait intime et profond de Hasna El-Bacharia.

Sorti en 2022, ce film qui se veut un hommage à la défunte artiste a décroché plusieurs prix et récompenses internationales notamment le prix du meilleur long métrage documentaire catégorie «Regards d'ici» au Festival

international «Vues d'Afrique de Montréal (Canada) en 2022, prix du meilleur long métrage documentaire au San Francisco (USA) Arab film-festival en 2022.

Il a également reçu le prix du meilleur film réalisé par une femme au Swedish International film festival (Suède) en plus du grand prix du jury du film-documentaire (Bantu du Jury) au Festival international de films africains et afro-descendants «Bangui : Fait son Cinéma», (République centrafricaine).



L'artiste mauritanien Oumar Ball face à la beauté et à la violence du monde

Sélectionné pour la Biennale de Dakar, décalée au 7 novembre 2024, le peintre et sculpteur a reçu Jeune Afrique dans ses ateliers de Nouakchott. Il nous décrit son œuvre, une ode à la liberté, puisée dans son enfance et ses racines.

Nous peinons à rejoindre l'atelier de peinture d'Oumar Ball, situé dans le quartier Cité Plage, à Nouakchott. Et pour cause, l'institut culturel qui l'héberge est devenu une école coranique. Ce sont donc les enfants qui nous ouvrent les portes de l'établissement, avant que le peintre et sculpteur ne vienne nous accueillir avec une grande affabilité pour nous guider vers ses toiles.

Rencontrer Oumar Ball, c'est une invitation à nous reconnecter aux autres et à ce qui nous entoure, à capter les instants d'un quotidien qui parfois nous submerge. « Créer est une forme de célébration de la vie, j'essaie de refléter ce qu'elle essaie de nous montrer, sourit-il. L'art est partout. »

Et l'on retrouve sur certaines de ses œuvres exposées, au milieu de dizaines de pots de peinture et de cartons épars, la théière mauritanienne, mais aussi la sandale, qui fait l'objet de toute une série. « Chez nous, en Afrique, les chaussures sont toujours laissées ici et là, explique-t-il. Cela remonte à mon enfance, elles étaient toujours par terre, coincées dans la boue, laissées sur les rives du fleuve. »

Natif de Bababé, dans un univers pastoral

Oumar Ball ne cesse de puiser son inspiration dans ses racines, à Bababé, à la frontière sénégalaise, où il est né en 1987 et a grandi dans un univers pastoral, « entouré d'eau et de beaucoup d'oiseaux. » Les animaux sont très présents dans les contes qui bercent cet enfant un peu solitaire, élevé par sa grand-mère.

Son père, Issa Ball, issu de la première génération d'artistes mauritaniens reconnus, l'a initié enfant à la sculpture, en lui fabriquant des mobiles, avant que lui-même ne crée des jouets pour lui et les enfants du village. C'est entre 15 et 16 ans, au décès de son aïeule, qu'il rejoint ses parents établis à Nouakchott.

Dans la capitale, il n'a de cesse



de créer, au point que son oncle lui conseille d'aller déposer ses œuvres chez un vendeur d'artisanat. Des chameaux, vaches, chiens et autres oiseaux, qui prennent vie avec du métal, du fil de fer ou encore du plastique coloré. Son père le présente à d'autres artistes et lui fait également découvrir la peinture, en lui ramenant des toiles de Dakar.

« Je n'ai pas fait les beaux-arts, j'ai appris seul, entre autres grâce aux livres que mes amis me ramenaient de l'étranger. »

Remarqué à l'occasion de plusieurs expositions à Nouakchott, il part dès 2006 en résidence d'artistes à Segovia (Espagne), puis l'année suivante à Talence (France), des expériences qu'il multipliera et qui nourriront un peu plus son œuvre.

Il se fait connaître, échange beaucoup avec les artistes étrangers, car reconnaît-il, « c'est important pour évoluer ». Il

aimerait ouvrir sa propre galerie afin de « rendre à d'autres talents ce que la vie [lui] a donné », mais se laisse encore du temps, préférant se consacrer à ses créations, dans lesquelles la peinture et la sculpture sont complémentaires. Sur ses toiles, il aime coller et mélanger les textures – comme ici, un sac à pommes de terre – que l'on peut toucher, s'approprier. « Une conversation se crée entre une personne et une œuvre, dit-il. Je leur donne un titre, mais c'est juste une ouverture. »

Couronné à la Biennale de Ouagadougou en 2021

Son atelier de sculpture, où il nous invite à le rejoindre ensuite, est situé à quelques minutes de distance. On y retrouve de grandes ailes de vautours faites de métal, semblables à celles de son œuvre Chimère, qui lui a valu le premier prix du jury à la Biennale internationale de sculpture de Ouagadougou (Biso) en 2021 – et qui a donné



le nom à une exposition donnée à la Fondation Blachère, dans le sud de la France, où il fut en résidence l'année suivante.

Chimère, selon les interprétations, peut représenter une hyène dévorant un vautour, dont les plumes au sol sont les stigmates de la violence du combat. Une représentation toute en subtilité de notre environnement fragile, fait d'antagonismes et de luttes.

« Ce n'est en effet pas totalement déconnecté de la politique, car en tant qu'humain, je suis touché par les crises actuelles, explique Oumar Ball. Le monde dans lequel nous vivons est d'une violence extraordinaire, ce travail-là en est l'illustration. La hyène et le vautour sont comme deux humains sans pitié, chacun veut manger l'autre. » À la fin, qui l'emporte ? « Peut-être qu'ils sont tous les deux perdants. Car personne ne sort gagnant des querelles politiques. Chacun veut tirer profit de l'autre, mais en tant qu'humains, nous devons nous parler. »

Une installation créée en deux temps

Dans cette pièce où la lumière du jour perce à travers une petite fenêtre, entre les murs griffonnés, les pots de peinture ont cédé la place à de grands morceaux de tôle rouillée, dont il fait jouer les nuances. Ici des emballages métalliques, là des pinces et des ciseaux.

Lorsqu'il sculpte, la matière est pliée, écrasée, tordue, le geste est répété des dizaines de fois. Une forme de méditation. « L'artiste

cherche à la dominer, mais elle est rugueuse, dure, alors il doit être humble et l'écouter car elle a aussi son mot à dire, raconte-t-il.

La matière peut avoir le dessus et il faut l'accepter. Lorsque je peins, les couleurs peuvent aussi se manifester comme elles veulent. Et c'est bien d'être attentif aux belles choses qui apparaissent d'elles-mêmes. »

Certaines parties de ses œuvres sont cousues avec du fil de fer, un travail minutieux. « Ma mère était coiffeuse et faisait des tresses, cela doit venir de là ! » Sélectionné pour la Biennale de Dakar – où il a été régulièrement exposé dans le off ces dernières années –, qui aura lieu du 7 novembre au 7 décembre, il présentera une installation dont il crée une partie ici et l'autre sur place. A-t-il déjà pensé à aller s'installer ailleurs ?

« En Mauritanie, j'aime les espaces, le temps, les couleurs, répond-il. J'ai besoin de sentir mes pieds ancrés dans ma terre, c'est là que je trouve mon inspiration. C'est beaucoup de sacrifices d'être loin de là où tout se passe, mais c'est quand on est connecté à ses racines que l'on est vraiment soi-même. » À cet instant, son fils Abdoulaye, 4 ans, nous rejoint, fasciné par un âne posé sur une petite table. Chez les Ball, l'art se transmet de père en fils.

L'Istituto Marangoni de Milan va ouvrir un campus à Riyad

L'Istituto Marangoni, basé à Milan, en collaboration avec la Commission saoudienne de la mode, ouvrira à Riyad un institut de formation supérieure proposant des cours spécialisés dans la mode et le luxe, avec l'intention de l'inaugurer en 2025.

Selon un communiqué, la mission de l'institut en Arabie saoudite sera d'explorer de nouvelles voies pour l'accompagnement des talents locaux et de générer des possibilités d'emploi dans les secteurs concernés.

«Nous sommes très heureux d'établir un partenariat avec l'Istituto Marangoni. Il s'agit de l'un des principaux établis-

sements d'enseignement mondiaux axés sur la mode et le design. Il possède de nombreux campus à travers le monde, mais c'est la première fois qu'il en ouvre un en Arabie saoudite. Il s'agit également du premier établissement d'enseignement au Royaume en tant que destination d'investissement direct étranger, ce qui montre son engagement vis-à-vis du potentiel du marché saoudien, en particulier pour les créateurs et les entreprises. Grâce à ce partenariat, nous serons en mesure de former tous les créateurs locaux en Arabie saoudite et de leur proposer des emplois», déclare à Arab News Burak Cakmak, directeur général de la Commission de la mode du ministère de la Culture d'Ar-



Le nouvel institut de Riyad proposera des diplômes de niveau avancé d'une durée de

trois ans, dans des domaines spécifiques, comme la création de mode, la gestion de la mode, les produits de mode, le stylisme de mode et la direction créative, ainsi que la gestion des parfums et cosmétiques et le design d'intérieur. Les étudiants pourront choisir de suivre leurs études à Riyad, avec la possibilité d'intégrer le marché de la mode grâce à un stage de six mois au cours de la dernière année d'études, ou de poursuivre leurs études de licence dans n'importe quel campus international de l'Istituto Marangoni.

A Carpentras, en Provence, une bibliothèque-musée unique ouvre grand les portes du savoir

Une bibliothèque-musée unique en France, l'Inguimbertaine, a ouvert ce week-end à Carpentras, en Provence, offrant une immersion dans un monde où dialoguent livres et tableaux, jeux vidéos et manuscrits du Moyen-Age, dans un majestueux bâtiment du 18e siècle.

«Nous avons cherché à croiser les savoirs, +donner à lire+ dans le musée et +donner à voir+ dans la bibliothèque+», expliquent notamment les architectes de l'Atelier Novembre qui ont piloté l'aménagement de cette institution dans l'ancien hôtel-Dieu de cette ville du Sud de la France.

De la précieuse stèle antique de Taba, découverte à Memphis en Egypte et prêtée quelques mois au British Museum, à des manuscrits rares, comme une Bible vaudoise sur un parchemin illuminé dont seuls sept exemplaires existent au monde, en passant par des tableaux persans, la richesse des collections «est considérée hors échelle pour une ville d'un peu plus de 30.000 habitants», remarque le directeur du musée, Jean-Yves Baudouy.

Le fonds de l'Inguimbertaine compte près de 100.000 livres papier ou numérique en prêt pour le grand public, mais aussi 1.200 tableaux, 500 statues et 3.400 manuscrits dont des centaines enluminés à la main.

Un trésor que cette ville doit à son passé d'Etat pontifical (du 13e au 18e siècle), où les papes résidèrent un temps, mais surtout à l'un de ses enfants, Malachie d'Inguibert (1683-1757).



Ainé d'une famille nombreuse, il devient prêtre et part à Rome pendant 26 ans. Il entre au service d'un cardinal, qui deviendra le pape Clément XII. Nommé évêque dans sa ville natale, cet humaniste, convaincu que le savoir se transmet autant par l'image -dessins, tableaux-, que par l'écrit, ouvre au public sa bibliothèque-musée dès 1745.

Un air d'Italie

Pour lui, une bibliothèque n'accueille pas uniquement des livres mais doit être «le temple des muses» (arts), un concept plus commun en Italie qu'en France. Il flotte d'ailleurs dans le musée actuel un air italien, car à l'époque, rappelle M. Baudouy, Carpentras et le Comtat Venaissin, cet Etat rattaché à Rome, «ont été une terre de transmission de la culture italienne vers la France».

Dans le nouveau musée situé dans l'ancien hôtel-Dieu, que d'Inguibert fit construire pour soigner les pauvres, le visiteur, après avoir gravi l'escalier d'honneur, est replongé dans

l'atmosphère de cette bibliothèque du 18e siècle.

Dans une salle à la lumière tamisée, les livres anciens tapissent les murs dans des caissons d'époque, ornés de tableaux. Les manuscrits précieux peuvent être feuilletés virtuellement.

Une partie de la collection des dessins d'animaux et des livres de Nicolas-Claude Fabri de Peiresc (1580-1637), astronome et scientifique provençal parmi les plus réputés de son époque en Europe, est aussi exposée. D'Inguibert les avait achetés car l'homme d'église, dans l'esprit des Lumières, avait soif de connaissances dans tous les domaines.

Plus loin, les visiteurs découvrent les beaux livres de Casimir Barjavel, ex-maire de Carpentras au XIXe siècle, auteur également d'une importante donation. De précieux objets religieux juifs rappellent aussi l'importance de cette communauté dans cette cité connue pour sa synagogue ro-



coco.

«Regarder encore et encore»

Une aile est consacrée aux beaux-arts, avec entre autres une insolite section comportant des copies d'oeuvres célèbres, encouragées à une époque par l'Etat français pour les faire connaître au public en région. Y est accrochée une copie de la Joconde envoyée «par le gouvernement de la République».

Mais l'originalité du lieu tient aussi à sa médiathèque multimédia au rez-de chaussée, ouverte depuis 2017. Outre les livres, albums musicaux et films, elle compte un piano à queue, des peintures et objets précieux. Ici, «le jeu vidéo côtoie des oeuvres d'art telle qu'un globe de Blaeu de 1622», conçu à Amsterdam, se réjouit le maire divers gauche Serge Andrieu.

Elu en 2020 face à l'extrême droite qui convoitait pourtant de longue date Carpentras, il mise sur un accès à la culture le plus large et démocratique pos-

sible pour lutter contre les inégalités sociales dans une région où les crises économiques ont imprimé leurs marques.

Aujourd'hui, un public nombreux et divers fréquente déjà la médiathèque de l'Inguimbertaine avec plus de 130.000 visiteurs en 2023. Beaucoup se réjouissent de la nouvelle partie musée, qui finalise un projet à 36 millions d'euros entamé il y a 15 ans.

«C'est très beau, c'est contemporain et ça ramène aussi à des temps anciens; même quand les gens parlent, le lieu reste calme, donne du calme», témoigne Wassim Benhammadi, auto-entrepreneur de 19 ans.

Morjiane Bouhid, 20 ans, venue d'une ville voisine, s'émerveille: «la beauté des oeuvres me donne envie de regarder, encore et encore».

Algérie : Journée mondiale de la presse

Les autorités doivent lever les entraves et garantir les libertés fondamentales

L'observatoire des droits de l'homme :

Les organisations internationales de défense des droits humains, dont Amnesty internationale, ainsi que les ONG, RSF, FIJ, défenseurs de la liberté d'expression, ont noté dans leurs rapports concernant la situation des médias et des journalistes en Algérie, qu'entre 2020 et 2024, plusieurs lois ont été ajoutées à l'arsenal juridique, régissant le domaine de la presse et des médias en l'Algérie, sous la forme de code de l'information, supervisé par le ministère de la communication, et adopté par le parlement, mais des lacunes et des insuffisances demeurent toujours, et constituent une entrave à la liberté d'exercice du métier pour les journalistes, notamment ceux de la presse écrite. Le Code pénal a été modifié pour inclure un article prévoyant jusqu'à 14 ans de prison pour la réception de fonds étrangers dans le cadre d'une organisation ou d'une association. De même, par l'ordonnance présidentielle n° 21-08 de 2021, la définition de l'infraction pénale de terrorisme a été étendue pour incriminer les actions visant à œuvrer ou inciter, par quelque moyen que ce soit, à accéder au pouvoir ou à changer le système de gouvernance par des moyens non constitutionnels.



La visite du rapporteur spécial de l'ONU, offre aux autorités algériennes une occasion importante de démontrer leur engagement à respecter leurs obligations en matière de droits humains, ont déclaré les groupes signataires des rapports. Elles devraient libérer toutes les personnes emprisonnées pour leur militantisme ou leur expression pacifique, permettre aux organisations de la société civile, aux syndicats et aux partis politiques d'opérer librement et abroger les lois qui entravent la liberté d'expression. Les organisations de défense des droits de l'homme ont indiqué que les autorités ont dissous la plus ancienne organisation de défense des droits humains en Algérie, la Ligue algérienne

pour la défense des droits de l'Homme (LADDH), ainsi qu'une association de premier plan, le Rassemblement Actions Jeunesse (RAJ). Au moins deux partis politiques ont été suspendus, et deux médias indépendants, Radio M et Maghreb Emergent ont été fermés, réduisant encore plus au silence les voix dissidentes. Le journaliste Ihsan El Kadi, condamné à sept ans de prison, le chercheur Raouf Farrah ainsi que Mustapha Bendjema, tous deux condamnés à deux ans de prison ferme, ont tous été emprisonnés sur la base d'accusations fallacieuses de « réception de fonds étrangers pour nuire à l'ordre public ». Un autre cas de dépassement concerne également le journaliste Nouredine Boukraa,

qui fait l'objet, depuis plusieurs années, d'un véritable harcèlement judiciaire, suite à une série de procès intentés contre lui, depuis 2007, et 2008, sous le règne du régime de l'ex-président Abdelaziz Bouteflika, et qui se poursuivent jusqu'à cette année de 2024, pour la publication de nombreux articles de presse, dans lesquels il a dénoncé les malversations de notables locaux, et leur complicité avec les fonctionnaires locaux de l'état.

Le journaliste Nouredine Boukraa a été déjà condamné, à des peines de prison fermes et à des amendes. Il a été mis, plusieurs fois, en détention préventive et soumis au contrôle judiciaire, il a été privé de son passeport et tous ses documents de voyage et empêché de quitter la région d'Annaba et le pays, suite, à une ordonnance émanant du procureur près le tribunal d'Annaba, lui interdisant tout déplacement à l'intérieur et à l'extérieur du pays.

La FIJ, la fédération internationale des journalistes, et RSF, reporters sans frontières avaient, à maintes reprises condamnées ces agissements et pratique vis-à-vis des journalistes et exigé que les autorités cessent les intimidations et le harcèlement des journalistes, qui ne font qu'exercer leur métier et appellent les autorités à lever les entraves à l'activité des médias et garantir les libertés fondamentales.

Guerre d'Israël – Hamas à Ghaza :

Arrivée d'enfants palestiniens blessés en Algérie

Des enfants palestiniens blessés sont arrivés, jeudi soir, avec leurs accompagnateurs à la base aérienne de Boufarik (Blida), dans la 1ère région militaire, en provenance de l'aéroport international du Caire (Egypte), et ce en application de la décision du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, chef suprême des forces armées, ministre de la Défense nationale, portant prise en charge des enfants palestiniens blessés, victimes de l'agression barbare contre la bande de Ghaza.

Les enfants blessés ont été accueillis par la ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme Mme Kaouter Krikou, le ministre des Moudjahidine

et des Ayants droit, M. Laid Rebiga, l'ambassadeur de l'Etat de Palestine en Algérie M. Fayez Abou Aita et la présidente du Croissant rouge algérien (CRA), Mme Ibtissam Hamlaoui. La ministre de la solidarité nationale a affirmé que «le peuple algérien prouve une fois de plus son esprit de solidarité en accueillant le 2e groupe de Palestiniens blessés rapatriés de Ghaza dans un état lamentable», soulignant que les instructions du président de la République ont été appliquées à la lettre et que d'autres groupes arriveront en Algérie dans les prochains jours.

Mme Krikou a salué le professionnalisme et l'implication des forces de

l'Armée nationale populaire (ANP) dans l'action humanitaire dans le cadre de l'aide aux frères Palestiniens. Le ministre des Moudjahidine a déclaré, pour sa part, que l'Algérie «accueille aujourd'hui les blessés parmi les enfants du peuple palestinien frère, en application des instructions du président de la République», ajoutant qu'ils bénéficieront d'une prise en charge totale, l'Etat algérien ayant assuré tous les moyens nécessaires à cet effet».

La présidente du CRA a indiqué, pour sa part, que «tout a été préparé pour la prise en charge des blessés palestiniens y compris en matière de greffe d'organes», saluant à cette occasion les



efforts consentis par les forces aériennes pour l'évacuation des blessés à bord d'avions sanitaires.

Mme Hamlaoui a rappelé que des aides ont été acheminées à travers le pont aérien Alger-Aéroport El-Arich et d'autres vers Rafah au profit des familles palestiniennes.

Cette opération est la deuxième du genre après celle du 28 mars 2024 pour laquelle le haut Commandement de l'ANP a mobilisé deux avions sanitaires relevant des forces aériennes algériennes, avec un staff médical spécialisé relevant des services de Santé militaire.